



PREFET DU VAL DE MARNE

ISSN 0980-7683

RECUEIL

DES

ACTES ADMINISTRATIFS

RECUEIL

N°55

Du 25 et 26 mars 2024

PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° 55

Du 25 et 26 mars 2024

SOMMAIRE

SERVICES DE LA PRÉFECTURE

CABINET

| Arrêté | Date | INTITULÉ | Page |
|------------|------------|--|------|
| 2024/00965 | 22/03/2024 | autorisant la circulation d'un petit train routier touristique reliant le parking de Bercy 2 sur la commune de Charenton-le-Pont à l'entrée de la Foire du Trône du vendredi 22 mars 2024 au dimanche 21 avril 2024 + Annexe | 6 |
| 2024/00968 | 25/03/2024 | portant autorisation d'un système de vidéoprotection MCDONALD'S « MANDA » à JOINVILLE-LE-PONT | 9 |
| 2024/00969 | 25/03/2024 | Portant modification des dispositions de l'arrêté préfectoral n°2023/1627 du 3 mai 2023 Ville de Sucy-en-Brie – Voie publique et vidéoverbalisation + Annexe | 11 |
| 2024/00970 | 25/03/2024 | Portant modification des dispositions de l'arrêté préfectoral n°2021/3703 du 11 octobre 2021 Ville de Saint-Maurice – Bâtiments publics, voie publique et vidéoverbalisation + Annexe | 15 |
| 2024/00971 | 25/03/2024 | portant autorisation d'un système de vidéoprotection MCDONALD'S « ARCVACH » – à ARCUEIL | 19 |
| 2024/00972 | 25/03/2024 | portant autorisation d'un système de vidéoprotection MCDONALD'S « LILY » à CHARENTON-LE-PONT | 21 |
| 2024/00973 | 25/03/2024 | portant autorisation d'un système de vidéoprotection MCDONALD'S « CJM » à CHAMPIGNY-SUR-MARNE | 23 |
| 2024/00974 | 25/03/2024 | portant autorisation d'un système de vidéoprotection LOVISA à Arcueil | 25 |
| 2024/00975 | 25/03/2024 | portant autorisation d'un système de vidéoprotection ZFA CO à Arcueil | 27 |
| 2024/00976 | 25/03/2024 | portant autorisation d'un système de vidéoprotection Tabac la Belle Cycliste à Villeneuve-le-Roi | 29 |
| 2024/00977 | 25/03/2024 | portant autorisation d'un système de vidéoprotection LIDL – à Santeny | 31 |

| | | | |
|------------|------------|--|----|
| 2024/00978 | 25/03/2024 | portant autorisation d'un système de vidéoprotection RAND DIFFUSION « Balabooste » – à Créteil | 33 |
| 2024/00979 | 25/03/2024 | portant autorisation d'un système de vidéoprotection SKB EXOTIQUE – à Villeneuve-Saint-Georges | 35 |
| 2024/00980 | 25/03/224 | portant autorisation d'un système de vidéoprotection RATP – Lignes de bus circulant dans le Département du Val-de-Marne + Annexe | 37 |
| 2024/00981 | 25/03/2024 | portant autorisation d'un système de vidéoprotection TRANSDEV COTEAUX DE LA MARNE Lignes de bus circulant dans le Département du Val-de-Marne + Annexe | 41 |
| 2024/00982 | 25/03/2024 | portant autorisation d'un système de vidéoprotection FAFOU au Kremlin-Bicêtre | 51 |
| 2024/00984 | 25/03/2024 | portant autorisation d'un système de vidéoprotection Abi Stores à Champigny-sur-Marne | 53 |
| 2024/00985 | 25/03/2024 | portant autorisation d'un système de vidéoprotection Le Balto – à Maisons-Alfort | 55 |

**DIRECTION DE LA COORDINATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL**

| Arrêté | Date | <u>INTITULÉ</u> | Page |
|------------|------------|--|------|
| 2024/00986 | 25/03/2024 | portant ouverture d'une enquête publique unique préalable à la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Villeneuve-Saint-Georges et parcellaire dans le cadre du projet de renaturation des berges de l'Yerres sur le territoire de la commune de Villeneuve-Saint-Georges | 57 |

AUTRES SERVICES DE L'ÉTAT

**DIRECTION RÉGIONALE ET INTERDÉPARTEMENTALE
DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DES
TRANSPORTS D'ÎLE DE FRANCE**

| Arrêté | Date | <u>INTITULÉ</u> | Page |
|-----------|------------|---|------|
| 2024/0207 | 25/03/2024 | Portant modification des conditions de circulation des véhicules de toutes catégories sur l'avenue de la Pompadour et l'avenue Victor Hugo (RD86) entre le chemin des Bœufs et la rue Pasteur, dans les deux sens de circulation, sur les communes de Créteil et Ch68oisyl-le-Roi, pour la continuité des travaux d'installation de câbles HTA. | 64 |

PÉNITENTIAIRE

| Arrêté | Date | <u>INTITULÉ</u> | Page |
|---------------|-------------|---|-------------|
| 2024//01 | 22/03/2024 | portant délégation de signature + tableau | 68 |

Créteil, le 22 mars 2024

ARRETE n° 2024/00965
autorisant la circulation d'un petit train routier touristique reliant le parking de Bercy 2
sur la commune de Charenton-le-Pont à l'entrée de la Foire du Trône
du vendredi 22 mars 2024 au dimanche 21 avril 2024

La Préfète du Val-de-Marne
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de la route et notamment ses articles R.312-3, R.317-24, R.321-15, R.323-23 à R.323-25, R.433-5 et R.433-8 ;

Vu l'arrêté du 22 janvier 2015 modifié définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usages de tourisme et de loisirs ;

Vu l'arrêté du 4 juillet 1972 relatif aux feux spéciaux des véhicules à progression lente ;

Vu l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet ;

Vu la demande reçue le 20 mars 2024 et réputée complète le 21 mars 2024 de Monsieur Mario VAKIL, gérant de la SARL «Le Montmartrain» sise 40 rue Damremont à Paris (75018) en vue d'obtenir l'autorisation de mettre en circulation un petit train routier touristique à l'occasion de la « Foire du Trône 2024 » du vendredi 21 mars 2024 au dimanche 21 avril 2024 ;

Vu la licence de transport numéro 2021/11/0003766 délivrée le 28 novembre 2021 par le Ministre chargé des Transports pour le transport intérieur de personnes par route pour compte d'autrui et valable jusqu'au 27 novembre 2026 ;

Vu le procès-verbal de visite technique périodique en date du 16 mars 2024 du petit train routier touristique initial immatriculé GN-002-LG ;

Vu le procès-verbal de visite technique périodique en date du 28 juillet 2023 de la locomotive de secours immatriculée 840-QJE-75 ;

Vu l'avis de la préfecture de police en date du 21 mars 2024 sur l'organisation et les prescriptions à mettre en œuvre pour la circulation du petit train routier touristique ;

.../...

Vu l'avis de la Mairie de Charenton-le-Pont du 21 mars 2024 ;

Sur proposition du directeur des sécurités ;

ARRETE

Article 1 : La SARL « Le Montmartrain » représentée par Monsieur Mario VAKIL et dont le siège social est situé 40 rue Damrémont à Paris (75018) est autorisée à l'occasion de la « Foire du Trône 2024 » à mettre en circulation un petit train touristique, reliant le parking de Bercy 2 à l'entrée de la Foire du vendredi 22 mars 2024 au dimanche 21 avril 2024 de 16 heures à 1 heure 30 selon les jours.

Article 2 : Le petit train de catégorie III est constitué d'un véhicule tracteur immatriculé GN-002-LG et de trois remorques immatriculées GM-018-SC, GM-044-SC et GM-952-SB.

Un train de secours est prévu. Le train est constitué d'un véhicule tracteur immatriculé 840-QJE-75 et de trois remorques immatriculées 982-QJE-75, 977-QJE-75 et 985-QJE-75.

Article 3 : Le petit train déambulera selon l'itinéraire retenu par la mairie de Charenton-le-Pont entre l'entrée de la Foire du Trône et le parking de Bercy 2.

Article 4 : La longueur du petit train constitué ne pourra, en aucun cas, dépasser 18 mètres et sa vitesse ne doit pas excéder 30 km/h.

Article 5 : Le nombre de véhicules remorqués ne pourra, en aucun cas, excéder trois et le dispositif de freinage devra être conforme à l'un de ceux définis dans l'arrêté du 22 janvier 2015 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usages de tourisme et de loisirs.

Article 6 : Un feu tournant orangé agréé sera installé conformément aux dispositions de l'arrêté du 4 juillet 1972 susvisé, à l'avant et à l'arrière de chaque convoi dans les axes longitudinaux du premier et du dernier véhicule.

Article 7 : Tous les passagers devront être transportés assis dans les véhicules remorqués.

Article 8 : L'autorisation préfectorale de circulation et le procès-verbal de la dernière visite technique doivent être à bord du petit train routier afin d'être présentés à toute réquisition des agents chargés du contrôle.

Article 9 : Au regard des menaces terroristes qui pèsent sur notre pays, les préconisations figurant en annexe du présent arrêté devront dans la mesure du possible, être mises en pratique.

Article 10 : Le directeur de cabinet de la Préfète est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à la Préfecture de Police et à Monsieur le Maire de Charenton-le-Pont et Monsieur Mario VAKIL, gérant de la SARL « Le Montmartrain ».

Pour la Préfète et par délégation
La Directrice des des Sécurités

SIGNE : Astrid HUBERT-ALVES-DE-SOUSA

Nota : Toute modification du trajet ou de ses caractéristiques routières ainsi que toute modification des véhicules entraînent la perte de validité du présent arrêté.

Prescriptions à respecter

- Les événements devront être organisés de préférence dans des espaces clos suffisamment spacieux pour accueillir les participants (stades, centres des expositions, salles omnisports, etc) ;
- Dans le choix des lieux de manifestation, les organisateurs doivent privilégier les lieux équipés d'un dispositif de vidéo protection ;
- Comme pour tout site accueillant du public, il convient de prévoir une limite de capacité d'accueil des spectateurs en fonction de la configuration des lieux et de son classement au titre de la réglementation relative aux établissements recevant du public ;
- Systématiser la palpation de sécurité sur les personnes accédant à la zone ;
- Compléter les palpations de sécurité par des moyens de détection corporelle de métaux pour effectuer, si nécessaire, une levée de doute ou si les circonstances le commandent ;
- Mettre en œuvre en amont des contrôles d'entrée, dans un périmètre à définir localement, des points d'accueil et d'orientation des participants. Ces dispositifs permettront l'exercice d'une mission d'observation et de signalement (comportements inadéquats), d'orientation du public (vers des consignes, les points d'entrée les moins chargés...), et de conseil. Il ne s'agira en aucun cas de pré-filtrage des opérations de contrôle d'accès effectuées en aval, mais d'un dispositif de vigilance, de régulation et d'information. La localisation de ces points sera définie en concertation avec l'organisateur (s'il ne s'agit pas de la mairie). Les ressources nécessaires à leur fonctionnement sont fournies par l'organisateur. Le cas échéant les agents de la force publique pourront être sollicités par les personnels de l'organisateur affectés à ces missions en cas de difficultés ou d'incident ;
- Interdire l'entrée aux personnes avec des sacs volumineux ou bien des bagages. L'organisateur veillera en conséquence à mettre en place, si besoin, un service de consignes surveillées à l'extérieure de la zone de manifestation ;
- Le service de sécurité interne de l'organisateur effectuera une inspection minutieuse des lieux avant l'ouverture pour détecter la présence éventuelle d'objets suspects. Le cas échéant, il pourra solliciter auprès de la préfecture une inspection de la zone par un service de déminage ;
- Un référent sûreté sera désigné en qualité d'interlocuteur des services de police ;
- Mettre en place un dispositif d'accréditation des personnels travaillant dans la zone de la manifestation sous la responsabilité de l'organisateur ;
- Prendre éventuellement toutes les mesures de police administrative adaptées (interdiction de la consommation d'alcool sur le voie publique, interdiction de stationnement, etc) qui devront être portées à la connaissance du public de façon anticipée et par toute voie de communication efficace ;
- Mettre en place des dispositifs spécifiques destinés à empêcher ou ralentir la circulation des véhicules aux abords ou en périphérie des lieux à forte concentration. Toutefois, eu égard à la nécessité de maintenir en toute circonstance l'accessibilité des véhicules de secours d'urgence ou de lutte contre les incendies, vous privilégiez l'installation de chicanes ou de dispositifs bloquants amovibles ;



**A R R E T E N°2024/00968
portant autorisation d'un système de vidéoprotection
MCDONALD'S « MANDA » à JOINVILLE-LE-PONT**

LA PRÉFÈTE DU VAL DE MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 paru au Journal Officiel du 21 août 2007, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à M. Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** la demande n°2021/0540 du 7 octobre 2021, de Monsieur Madani Harhad en qualité de gérant de l'enseigne Mcdonald's MANDA – 9 avenue Gallieni – 94340 JOINVILLE-LE-PONT, aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection au sein de celle-ci.
- VU** l'avis émis le 29 février 2024 par la Commission départementale de vidéoprotection ;

CONSIDÉRANT que le système répond aux finalités prévues par la loi, qu'il ne porte pas une atteinte excessive au droit au respect de la vie privée, qu'il présente un intérêt en termes de sécurité ou d'ordre public et que des dispositions ont été prises pour assurer l'information du public sur son existence ;

A R R E T E

Article 1 : Monsieur Madani Harhad en qualité de gérant est autorisé à installer au sein de l'enseigne Mcdonald's MANDA – 9 avenue Gallieni – 94340 JOINVILLE-LE-PONT, un système de vidéoprotection comportant **cinq caméras intérieures et sept caméras extérieures**, dans le respect des dispositions présentées dans son dossier de demande d'autorisation.

Article 2 : Les caméras visualisant la voie publique ne doivent visualiser que les abords immédiats de l'établissement et ne doivent pas visualiser les bâtiments appartenant à des tiers ou sont dotées, le cas échéant, d'un système de « floutage ».

Article 3 : Le titulaire de la présente autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai de (30 jours maximum) : **vingt jours**.

Le titulaire de la présente autorisation doit donner, par ailleurs, aux personnes susceptibles d'exploiter et de visionner les images, une habilitation spécifique assortie de consignes précises sur la confidentialité qu'il convient de respecter.

Article 5 : L'autorisation est délivrée pour une durée de **cinq ans à compter de la date du présent arrêté**. A l'expiration de cette période, sa validité pourra être prorogée pour une durée égale, dès lors que les conditions exigées par la réglementation en vigueur sont toujours réunies.

Article 6 : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéo-protection et de l'autorité ou de la personne responsable.

Article 7 : Toute personne intéressée peut s'adresser au gérant afin d'obtenir un accès aux enregistrements qui la concernent ou d'en vérifier la destruction dans le délai prévu.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration.

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après mise en demeure de son titulaire de présenter ses observations, être retirée :

- en cas de manquement aux dispositions prévues par les articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 du Code de la sécurité intérieure ;
- en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Article 10 : La présente décision est susceptible d'être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle l'arrêté lui aura été notifié ;
- par les tiers, auxquels cette décision est susceptible de faire grief, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 11 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Fait à Créteil, le 25 mars 2024
Pour la Préfète et par délégation
La Directrice des sécurités
Astrid HUBERT-ALVES-DE-SOUSA



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet – Direction des Sécurités
Bureau des Polices Administratives**

A R R E T E N°2024/00969
Portant modification des dispositions de l'arrêté préfectoral
n°2023/1627 du 3 mai 2023
Ville de Sucy-en-Brie – Voie publique et vidéoverbalisation

LA PREFETE DU VAL DE MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles, L.251-1 et suivants, R.251-7 et suivants ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 paru au Journal Officiel du 21 août 2007, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à M. Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** la demande n°2018/0126 du 27 février 2024 de Monsieur Olivier Trayaux, Maire de Sucy-en-Brie, aux fins d'obtenir l'autorisation de modifier ce système de vidéoprotection.
- VU** l'avis émis le 29 février 2024 par la Commission départementale de vidéoprotection ;

CONSIDERANT que le système répond aux finalités prévues par la loi, qu'il ne porte pas une atteinte excessive au droit au respect de la vie privée, qu'il présente un intérêt en termes de sécurité ou d'ordre public et que des dispositions ont été prises pour assurer l'information du public sur son existence ;

SUR proposition de la directrice des sécurités ;

A R R E T E

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2023/1627 du 3 mai 2023 est remplacé comme suit :

« Article 1 : Le Maire de Sucy-en-Brie – Hôtel de ville, 2 avenue Georges Pompidou – 94370 Sucy-en-Brie est autorisé à installer un système de vidéoprotection comportant **soixante-treize caméras visionnant la voie publique** aux emplacements indiqués dans l'annexe jointe et l'exploitation d'un dispositif de vidéoverbalisation (caméras C01, C02, C05, C06, C07, de C09 à C19, C21, C22, C24, C27, C29, de C32 à C37-b, C39, C39b, C41, C41b et C47) à partir du système de vidéoprotection existant au présent arrêté dans le respect des dispositions présentées dans son dossier de demande d'autorisation.

La finalité de ce dispositif est la constatation des infractions aux règles de la circulation qui doivent être relevées en temps réel et non sur les enregistrements.

Les agents en charge de la vidéoverbalisation doivent être des agents de police municipale ou des agents de surveillance de la voie publique assermentés.

Les zones contrôlées par vidéoverbalisation doivent être signalées aux usagers de la route par un affichage adapté. »

L'annexe jointe au présent arrêté se substitue à la précédente.

Le reste sans changement.

Article 2 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du VAL DE MARNE.

Fait à Créteil, le 25 mars 2024
Pour la Préfète et par délégation
Le Directeur des sécurités
EMMANUEL DUPUIS

| N° CSU | Verba | Nom - Localisation | Type |
|-----------|-------|--|------|
| C01 | X | Rue de la Fosse Rouge / Allée des Prés de Touillon | PTZ |
| C02 | X | Rue du Grand Val / Allée Géricault | PTZ |
| C03 | | Rue Delacroix / Rue du Moulin d'Amboile | PTZ |
| C04 | | Allé Van Gogh / Rue Ingres | PTZ |
| C05 | X | Parking du Rond d'Or / Place de la Fraternité | PTZ |
| C06 | X | Rue M. Berteaux / Rue du Grand Val | PTZ |
| C07 | X | Rue Maurice Berteaux | PTZ |
| C08 | | Allée Mlle Gérardin / Parc Montaleau | PTZ |
| C09 | X | Place Nationale / Rue des Ecoles | PTZ |
| C10 | X | Rue Pierre Sémard / Rue du Moutier | PTZ |
| C11 | X | Rue des Fontaines | PTZ |
| C12 | X | Place de l'Eglise / Rue de Brévannes / Rue de la Porte | PTZ |
| C13 | X | Rue de Boissy / CD94 EDS | PTZ |
| C14 | X | Avenue Winston Churchill / Allée du Four | PTZ |
| C14-b | X | Quadra Avenue Winston Churchill / Parc Chaumoncel | FIXE |
| C15 | X | Avenue Georges Pompidou / Rue de la Cité Verte | PTZ |
| C16 | X | Place du Village / Rue Guy Moquet / Rue du Temple | PTZ |
| C17 | X | Rue Montaleau / Rue de Champigny | PTZ |
| C18 | X | Place de la Gare / Rue de Champigny / Avenue de la Gare | PTZ |
| C19 | X | Rue de Villeneuve / Avenue de Bonneuil | PTZ |
| C20 | | Parking Police Municipale | FIXE |
| C21 | X | Place de la Gare RER | FIXE |
| C22 | X | Place de la Fraternité | PTZ |
| C23 | | Les Berges CAMERA NON RELIEE AU CSU | PTZ |
| C24 | X | Rue du Moulin Touillon / Allé de la Source | PTZ |
| C25 | | Rue Victor Hugo | PTZ |
| C26 | | Rue Louis Thébault / Rue de la Scierie | PTZ |
| C27 | X | Rue Ludovic Halévy | PTZ |
| C28 | | Esplanade du Château | PTZ |
| C29 | X | Rue de la Fosse Rouge | PTZ |
| C30 | | Allée Vlaminck | PTZ |
| C31 | | Route de Marolles / Rue des Pins / Rue du Centre | PTZ |
| C31-b | | Quadra Route de Marolles / Rue des Pins / Rue du Centre | FIXE |
| C32 | X | Boulevard de la Liberté / Ecole des Bruyères | PTZ |
| C33 | X | Boulevard de la Liberté / Rue du Colonel Driant | PTZ |
| C34 | X | Boulevard de la Liberté / Rue du 4 Septembre | PTZ |
| C35 | X | Rue M. Berteaux / Av Louis Boon / Rue Jean Moulin | PTZ |
| C35-b | X | Quadra Rue M. Berteaux / Av L. Boon / Rue Jean Moulin | FIXE |
| C36 | X | Place Roland Cauchy | PTZ |
| C36-b | X | Quadra Place Roland Cauchy | FIXE |
| C37 | X | Centre Culturel / Rue Thiers / Rue de la Ferme | PTZ |
| C37-b | X | Quadra Centre Culturel / Rue Thiers / Rue de la Ferme | FIXE |
| C38 | | Entrée de commune – Rue de Brévannes | FIXE |
| C38-b | | Sortie de commune – Rue de Brévannes | FIXE |
| C39 | X | Parking Centre Culturel / Rue du Grand Val | PTZ |
| C39-b | X | Quadra Parking Centre Culturel / Rue du Grand Val | FIXE |
| C40 | | Rue de Boissy / Lycée Christophe Colomb | PTZ |
| C40-b | | Quadra Rue de Boissy / Lycée Christophe Colomb | FIXE |
| C41 | X | Route de la Queue-en-Brie – Collège du Parc / Allée du Parc | PTZ |
| C41-b | X | Quadra Route de la Queue-en-Brie – Collège du Parc / Allée du Parc | FIXE |
| C42 | | Rue de Paris / Sortie de ville | PTZ |
| C42-1 | | Entrée de commune - Rue de Paris / Sortie Bonneuil | FIXE |
| C42-2 | | Entrée de commune - Rue de Paris / Entrée Sucy | FIXE |
| C43 | | Route de la Queue-en-Brie / Sortie de ville | PTZ |
| C43-1 | | Entrée de commune - Route de la Queue-en-Brie / Noisseau | FIXE |
| C43-2 | | Entrée de commune – Route de la Queue-en-Brie/ Lésigny | FIXE |
| C43-3 | | Entrée de commune – Route de la Queue-en-Brie | FIXE |
| C43-4 | | Entrée de commune – Route de la Queue-en-Brie / Av De Gaulle | FIXE |
| C44 | | Rue du Général Leclerc / Sortie de ville | PTZ |
| C44-1 | | Entrée de commune – Rue du Général Leclerc / Ormesson | FIXE |
| C44-2 | | Entrée de commune – Rue du Général Leclerc / A. Baron | FIXE |
| C44-3 | | Entrée de commune – Rue du Général Leclerc | FIXE |
| C44-4 | | Entrée de commune – Rue du Général Leclerc / Les Berges | FIXE |
| C45 | | C45 Parking du Fort | PTZ |
| C45-b | | Quadra Parking du Fort | FIXE |

Non déclarés

| | | |
|-------|--|------|
| C46 | Stade Christine Arron | PTZ |
| C47 | Rue du Grand Val / Ecole de la Fosse Rouge | PTZ |
| C47-b | Quadra Rue du Grand Val / Ecole de la Fosse | FIXE |
| C48 | Avenue Georges Pompidou / Rue de Noiseau (Caméra non prioritaire) | PTZ |
| C48-b | Quadra Avenue Georges Pompidou / Rue de Noiseau (Caméra non prioritaire) | FIXE |
| C49 | Avenue de la Sablière / Chemin Vert (Caméra non prioritaire) | PTZ |
| C49-b | Quadra Avenue de la Sablière / Chemin Vert (Caméra non prioritaire) | FIXE |
| C50 | Avenue du Fort / Rue de la Fontaines de Villiers | PTZ |
| C50-b | Quadra Avenue du Fort / Rue de la Fontaines de Villiers | FIXE |
| C51 | Parc Chaumoncel (Caméra non prioritaire) | PTZ |
| C52 | La Gloriette | PTZ |
| C52-b | La Gloriette | FIXE |



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet – Direction des Sécurités
Bureau des Polices Administratives**

A R R E T E N°2024/00970
Portant modification des dispositions de l'arrêté préfectoral
n°2021/3703 du 11 octobre 2021
Ville de Saint-Maurice – Bâtiments publics, voie publique et vidéoverbalisation

LA PREFETE DU VAL DE MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles, L.251-1 et suivants, R.251-7 et suivants ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 paru au Journal Officiel du 21 août 2007, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à M. Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** la demande n°2009/0067 du 27 février 2024 de Monsieur Igor Semo, Maire de Saint-Maurice, aux fins d'obtenir l'autorisation de modifier ce système de vidéoprotection.
- VU** l'avis émis le 29 février 2024 par la Commission départementale de vidéoprotection ;

CONSIDERANT que le système répond aux finalités prévues par la loi, qu'il ne porte pas une atteinte excessive au droit au respect de la vie privée, qu'il présente un intérêt en termes de sécurité ou d'ordre public et que des dispositions ont été prises pour assurer l'information du public sur son existence ;

SUR proposition de la directrice des sécurités ;

A R R E T E

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2021/3703 du 11 octobre 2021 est remplacé comme suit :

« Article 1 : La Maire de Saint-Maurice – Hôtel de ville, 55 rue du Maréchal Leclerc – 94410 Saint-Maurice est autorisée à installer un système de vidéoprotection comportant **seize caméras intérieures, neuf caméras visionnant la voie publique et trois périmètres** aux emplacements indiqués dans l'annexe jointe au présent arrêté et l'exploitation d'un dispositif de vidéoverbalisation (caméras n°9, 13, 60, 61, 62, 64, 65, 66, 79 et 80) à partir du système de vidéoprotection existant dans le respect des dispositions présentées dans son dossier de demande d'autorisation.

La finalité de ce dispositif est la constatation des infractions aux règles de la circulation qui doivent être relevées en temps réel et non sur les enregistrements.

Les agents en charge de la vidéoverbalisation doivent être des agents de police municipale ou des agents de surveillance de la voie publique assermentés.

Les zones contrôlées par vidéoverbalisation doivent être signalées aux usagers de la route par un affichage adapté. »

L'annexe jointe au présent arrêté se substitue à la précédente.

Le reste sans changement.

Article 2 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du VAL DE MARNE.

Fait à Créteil, le 25 mars 2024
Pour la Préfète et par délégation
Le Directeur de Cabinet
Emmanuel DUPUIS

ANNEXE – SAINT-MAURICE

| N° Cam | Emplacement | LIEU DE POSITIONNEMENT | Périmètre | vidéoverbalisation | Informations |
|--------|---------------|---|-------------|--------------------|------------------------------------|
| 1 | Voie Publique | Espace Delacroix – rue du Maréchal Leclerc « Crèche et MJD » | 7/25 | | |
| 2 | intérieure | Médiathèque DELACROIX « passage crèche / bibliothèque » | 7/25 | | |
| 3 | Voie Publique | Espace Delacroix-rue du Maréchal Leclerc «accès extérieure salles des fêtes » | 7/25 | | |
| 4 | Voie Publique | Rue du Maréchal Leclerc - « la Poste » | 7/25 | | |
| 5 | Voie Publique | rue du Maréchal Leclerc - « cour crèche » | 7/25 | | |
| 6 | Voie Publique | rue du Maréchal Leclerc - « Place du Cadran » | 7/25 | | |
| 7 | Voie Publique | espace Delacroix – rue du Maréchal Leclerc « Esplanade Delacroix » | 7/25 | | |
| 8 | Voie Publique | Place Montgolfier | Montgolfier | | |
| 9 | Voie Publique | Place Montgolfier « dôme Maison Communale » | Montgolfier | X | |
| 10 | Voie Publique | Rue Paul Verlaine « Entrée Verlaine » | Montgolfier | | |
| 11 | Voie Publique | Rue Paul Verlaine « saveur des fruits » | Montgolfier | | |
| 12 | Voie Publique | Rue Paul Verlaine « Bijouterie » | Montgolfier | | |
| 13 | Voie Publique | Place Montgolfier « dôme école GRAVELLE » | Montgolfier | x | |
| 14 | Voie Publique | Place Montgolfier / Véolia | Montgolfier | | |
| 15 | Voie Publique | Place Montgolfier / « supermarché » | Montgolfier | | |
| 16 | Voie Publique | Arcades- rue du Maréchal Leclerc « début Arcades 1 » | 7/25 | | |
| 17 | Voie Publique | Arcades- rue du Maréchal Leclerc « milieu arcades 2 » | 7/25 | | |
| 18 | Voie Publique | Arcades- rue du Maréchal Leclerc « fin arcades 3 » | 7/25 | | |
| 19 | Voie Publique | Arcades- rue du Maréchal Leclerc « fin arcades 4 » | 7/25 | | |
| 20 | Voie Publique | Rond – point Jean Jaurès / Îlot Central « Jaurès/Leclerc » | 7/25 | | |
| 21 | Voie Publique | Îlot central « Jaurès val d'Osne -cam 1 » | 7/25 | | camera multi vues (dôme + 4 fixes) |
| 22 | Voie Publique | Collège Nocard – Place de l'Ecluse « gauche » | | | |
| 23 | Voie Publique | Collège Nocard – Place de l'Ecluse « droite » | | | |
| 24 | intérieur | Conservatoire – entrée | | | |
| 25 | intérieur | Conservatoire- Ascenseur | | | |
| 26 | intérieur | Conservatoire – Parking | | | |
| 27 | Extérieure | Conservatoire – Passerelle Gauche | | | |
| 28 | Extérieure | Conservatoire – Passerelle escalier | | | |
| 29 | Extérieure | Conservatoire – Passerelle droite | | | |
| 30 | Voie Publique | rue des Réservoirs « Panoramis » | | | |
| 31 | Voie Publique | rue Jean Viacroze | Montgolfier | | |
| 32 | intérieur | Conservatoire - 1 ^{er} étage couloir | | | |
| 33 | Intérieur | Conservatoire -2eme étage entrée | | | |
| 34 | intérieur | Conservatoire – 2eme étage couloir | | | |
| 35 | Voie Publique | PM – entrée extérieur | | | |
| 36 | intérieur | PM- entrée accueil | | | |
| 37 | | | | | CNIL – zone privée |
| 38 | Voie Publique | 27 rue du Marechal Leclerc- «G.sand / Erables » | 7/25 | | |
| 39 | Voie Publique | 27 rue du Marechal Leclerc- « g.sand / principal » | 7/25 | | |
| 40 | Voie Publique | 27 rue du Marechal Leclerc- « G.sand / haut» | 7/25 | | |
| 41 | Voie Publique | 27 rue du Marechal Leclerc- « aire de jeux » | 7/25 | | |
| 42 | Voie Publique | 27 rue du Marechal Leclerc- «G.sand / Entrée» | 7/25 | | |
| 43 | Voie Publique | 27 rue du Marechal Leclerc- « G.sand / milieu 1 » | 7/25 | | |
| 44 | Voie Publique | 27 rue du Marechal Leclerc- « G.sand / milieu 2 » | 7/25 | | |
| 45 | Voie Publique | 27 rue du Marechal Leclerc- « G.sand / descente » | 7/25 | | |
| 46 | Voie Publique | Promenade G.sand – « montée » | 7/25 | | |
| 47 | Voie Publique | Rue des Saules « Georges Sand- sortie » | 7/25 | | |
| 48 | Voie Publique | Square CUIF « sud » | Plateau | | |
| 49 | Voie Publique | Square CUIF « Nord » | Plateau | | |
| 50 | intérieur | Mairie – 55 Rue du Maréchal Leclerc– Etat Civil | | | |
| 51 | | | | | CNIL – zone privée |
| 52 | intérieur | Mairie – 55 Rue du Maréchal Leclerc- Régie accueil | | | |

| | | | | | | |
|----|---------------|---|-------------|---|--|------------------------------------|
| 53 | | | | | | CNIL – zone privée |
| 54 | | | | | | CNIL – zone privée |
| 55 | | | | | | CNIL – zone privée |
| 56 | | | | | | CNIL – zone privée |
| 57 | | | | | | CNIL – zone privée |
| 58 | | | | | | CNIL – zone privée |
| 59 | Voie Publique | Angle rue du Maréchal Leclerc / rue du pont « dôme Leclerc G20 » | 7/25 | | | |
| 60 | Voie Publique | angle rue du Maréchal de Lattre de Tassigny- rue Nocard | Plateau | x | | |
| 61 | Voie Publique | angle rue du Maréchal de Lattre de Tassigny- av de Verdun | Plateau | x | | |
| 62 | Voie Publique | angle rue du Maréchal de Lattre de Tassigny- rue Delacroix | Plateau | X | | |
| 63 | Voie Publique | face au square Val d'Osne- av de Gravelle | Plateau | | | camera multi vues (dôme + 4 fixes) |
| 64 | Voie Publique | rue du Maréchal Leclerc – entrée parking Abreuvoir | | x | | |
| 65 | Voie Publique | Place Erlenbach « dôme Erlenbach » | Montgolfier | x | | camera multi vues (dôme + 4 fixes) |
| 66 | Voie Publique | 66 place Curtarolo | Montgolfier | x | | camera multi vues (dôme + 4 fixes) |
| 67 | intérieur | Mairie – 55 Rue du Maréchal Leclerc- entrée du garage | | | | |
| 68 | intérieur | Mairie – 55 Rue du Maréchal Leclerc - fond du garage | | | | |
| 69 | intérieur | PM- couloir RDC | | | | |
| 70 | | | | | | CNIL – zone privée |
| 71 | Voie Publique | AV De Lattre de Tassigny / avenue de Gravelle | Plateau | | | camera multi vues (dôme + 4 fixes) |
| 72 | Voie Publique | Maurice Gredat – rue du Maréchal Leclerc « Leclerc Gredat dôme » | | | | |
| 73 | Voie Publique | Rue du Maréchal Leclerc face au CFA « Leclerc CFA » | | | | |
| 74 | Voie Publique | Îlot Central de passage piéton – avenue des Canadiens – centre du carrefour | | | | camera multi vues (dôme + 4 fixes) |
| 75 | | | | | | CNIL – zone privée |
| 76 | intérieur | Mairie annexe rue Fragonard – Entrée | | | | |
| 77 | | | | | | |
| 78 | | | | | | |
| 79 | Voie Publique | 143 rue Maréchal Leclerc « mobile 1 » | Montgolfier | X | | |
| 80 | Voie Publique | entre le 258 et 260 rue Maréchal Leclerc « mobile 2 » | Montgolfier | x | | |
| 81 | Voie Publique | Parking Abreuvoir « 2 » | | | | |
| 82 | Voie Publique | Rue Edmond Nocard/ Adrien Damalix « Damalix / NOCARD » | Plateau | | | Camera multi vues (dôme + 4 fixes) |
| 83 | Voie Publique | Médiathèque Delacroix « Érables » | 7/25 | | | |
| 84 | Voie Publique | 1 rue doc Decorse | Plateau | | | |
| 85 | Voie Publique | 27 rue doc Decorse | Plateau | | | |
| 86 | Voie Publique | 68 rue doc Decorse | Plateau | | | |
| 87 | Voie Publique | 41 rue Val d'Osne | Plateau | | | |
| 88 | | | | | | |
| 89 | | | | | | |
| 90 | | | | | | |

| | |
|---------------------------|---------------|
| Voie-Publique | 9 cam |
| Intérieure | 16 cam |
| Périmètre « 7/25 » | 25 cam |
| Périmètre « Plateau » | 12 cam |
| Périmètre « Montgolfier » | 13 cam |
| TOTAL | 75 cam |

| | |
|---------------------------------|---------------|
| TOTAL Vidéoverbalisation | 10 cam |
|---------------------------------|---------------|



**A R R E T E N°2024/00971
portant autorisation d'un système de vidéoprotection
MCDONALD'S « ARCVACH » – à ARCUEIL**

LA PRÉFÈTE DU VAL DE MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 paru au Journal Officiel du 21 août 2007, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à M. Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** la demande n°2021/0539 du 7 octobre 2021, de Monsieur Madani Harhad en qualité de gérant de l'enseigne Mcdonald's ARCVACH – ZAC Centre commercial La Vache Noir – 94110 Arcueil, aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection au sein de celle-ci.
- VU** l'avis émis le 29 février 2024 par la Commission départementale de vidéoprotection ;

CONSIDÉRANT que le système répond aux finalités prévues par la loi, qu'il ne porte pas une atteinte excessive au droit au respect de la vie privée, qu'il présente un intérêt en termes de sécurité ou d'ordre public et que des dispositions ont été prises pour assurer l'information du public sur son existence ;

A R R E T E

Article 1 : Monsieur Madani Harhad en qualité de gérant est autorisé à installer au sein de l'enseigne Macdonald's ARCVACH – ZAC Centre commercial « La Vache Noir » – 94110 Arcueil, un système de vidéoprotection comportant **dix caméras intérieures** au sein de celle-ci, dans le respect des dispositions présentées dans son dossier de demande d'autorisation.

Article 2 : Les caméras visualisant la voie publique ne doivent visualiser que les abords immédiats de l'établissement et ne doivent pas visualiser les bâtiments appartenant à des tiers ou sont dotées, le cas échéant, d'un système de « floutage ».

Article 3 : Le titulaire de la présente autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai de (30 jours maximum) : **vingt-cinq jours**.

Le titulaire de la présente autorisation doit donner, par ailleurs, aux personnes susceptibles d'exploiter et de visionner les images, une habilitation spécifique assortie de consignes précises sur la confidentialité qu'il convient de respecter.

Article 5 : L'autorisation est délivrée pour une durée de **cinq ans à compter de la date du présent arrêté**. A l'expiration de cette période, sa validité pourra être prorogée pour une durée égale, dès lors que les conditions exigées par la réglementation en vigueur sont toujours réunies.

Article 6 : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéo-protection et de l'autorité ou de la personne responsable.

Article 7 : Toute personne intéressée peut s'adresser au gérant afin d'obtenir un accès aux enregistrements qui la concernent ou d'en vérifier la destruction dans le délai prévu.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration.

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après mise en demeure de son titulaire de présenter ses observations, être retirée :

- en cas de manquement aux dispositions prévues par les articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 du Code de la sécurité intérieure ;
- en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Article 10 : La présente décision est susceptible d'être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle l'arrêté lui aura été notifié ;
- par les tiers, auxquels cette décision est susceptible de faire grief, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 11 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Fait à Créteil, le 25 mars 2024
Pour la Préfète et par délégation
La Directrice des sécurités
Astrid HUBERT-ALVES-DE-SOUSA



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet – Direction des Sécurités
Bureau des Polices Administratives**

**A R R E T E N°2024/00972
portant autorisation d'un système de vidéoprotection
MCDONALD'S « LILY » à CHARENTON-LE-PONT**

LA PRÉFÈTE DU VAL DE MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 paru au Journal Officiel du 21 août 2007, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à M. Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** la demande n°2021/0542 du 12 octobre 2021, de Monsieur Madani Harhad en qualité de gérant de l'enseigne Mcdonald's LILY – 73 rue de Paris – 94220 Charenton-le-Pont, aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection au sein de celle-ci.
- VU** l'avis émis le 29 février 2024 par la Commission départementale de vidéoprotection ;

CONSIDÉRANT que le système répond aux finalités prévues par la loi, qu'il ne porte pas une atteinte excessive au droit au respect de la vie privée, qu'il présente un intérêt en termes de sécurité ou d'ordre public et que des dispositions ont été prises pour assurer l'information du public sur son existence ;

A R R E T E

Article 1 : Monsieur Madani Harhad en qualité de gérant est autorisé à installer au sein de l'enseigne Mcdonald's Lily – 73 rue de Paris – 94220 Charenton-le-Pont, un système de vidéoprotection comportant **six caméras intérieures** au sein de celle-ci, dans le respect des dispositions présentées dans son dossier de demande d'autorisation.

Article 2 : Le titulaire de la présente autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai de (30 jours maximum) : **quinze jours**.

Le titulaire de la présente autorisation doit donner, par ailleurs, aux personnes susceptibles d'exploiter et de visionner les images, une habilitation spécifique assortie de consignes précises sur la confidentialité qu'il convient de respecter.

Article 4 : L'autorisation est délivrée pour une durée de **cinq ans à compter de la date du présent arrêté**. A l'expiration de cette période, sa validité pourra être prorogée pour une durée égale, dès lors que les conditions exigées par la réglementation en vigueur sont toujours réunies.

Article 5 : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable.

Article 6 : Toute personne intéressée peut s'adresser au gérant afin d'obtenir un accès aux enregistrements qui la concernent ou d'en vérifier la destruction dans le délai prévu.

Article 7 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration.

Article 8 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après mise en demeure de son titulaire de présenter ses observations, être retirée :

- en cas de manquement aux dispositions prévues par les articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 du Code de la sécurité intérieure ;
- en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Article 9 : La présente décision est susceptible d'être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle l'arrêté lui aura été notifié ;
- par les tiers, auxquels cette décision est susceptible de faire grief, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 10 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Fait à Créteil, le 25 mars 2024
Pour la Préfète et par délégation
La Directrice des sécurités
Astrid HUBERT-ALVES-DE-SOUSA



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet – Direction des Sécurités
Bureau des Polices Administratives**

**A R R E T E N°2024/00973
portant autorisation d'un système de vidéoprotection
MCDONALD'S « CJM » à CHAMPIGNY-SUR-MARNE**

LA PRÉFÈTE DU VAL DE MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 paru au Journal Officiel du 21 août 2007, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à M. Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** la demande n°2021/0534 du 7 octobre 2021, de Monsieur MADANI Harhad en qualité de gérant de l'enseigne Mcdonald's CMJ EURL – 75 rue Jean Jaurès – 94500 Champigny-sur-Marne, aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection au sein de celle-ci.
- VU** l'avis émis le 29 février 2024 par la Commission départementale de vidéoprotection ;

CONSIDÉRANT que le système répond aux finalités prévues par la loi, qu'il ne porte pas une atteinte excessive au droit au respect de la vie privée, qu'il présente un intérêt en termes de sécurité ou d'ordre public et que des dispositions ont été prises pour assurer l'information du public sur son existence ;

A R R E T E

Article 1 : Monsieur MADANI Harhad en qualité de gérant est autorisé à installer au sein de l'enseigne Mcdonald's CMJ EURL – 75 rue Jean Jaurès – 94500 Champigny-sur-Marne, un système de vidéoprotection comportant **huit caméras intérieures** au sein de celle-ci, dans le respect des dispositions présentées dans son dossier de demande d'autorisation.

Article 2 : Le titulaire de la présente autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai de (30 jours maximum) : **vingt jours**.

Le titulaire de la présente autorisation doit donner, par ailleurs, aux personnes susceptibles d'exploiter et de visionner les images, une habilitation spécifique assortie de consignes précises sur la confidentialité qu'il convient de respecter.

Article 4 : L'autorisation est délivrée pour une durée de **cinq ans à compter de la date du présent arrêté**. A l'expiration de cette période, sa validité pourra être prorogée pour une durée égale, dès lors que les conditions exigées par la réglementation en vigueur sont toujours réunies.

Article 5 : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable.

Article 6 : Toute personne intéressée peut s'adresser au gérant afin d'obtenir un accès aux enregistrements qui la concernent ou d'en vérifier la destruction dans le délai prévu.

Article 7 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration.

Article 8 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après mise en demeure de son titulaire de présenter ses observations, être retirée :

- en cas de manquement aux dispositions prévues par les articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 du Code de la sécurité intérieure ;
- en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Article 9 : La présente décision est susceptible d'être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle l'arrêté lui aura été notifié ;
- par les tiers, auxquels cette décision est susceptible de faire grief, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 10 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Fait à Créteil, le 25 mars 2024
Pour la Préfète et par délégation
La Directrice des sécurités
Astrid HUBERT-ALVES-DE-SOUSA



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet – Direction des Sécurités
Bureau des Polices Administratives**

**A R R E T E N°2024/00974
portant autorisation d'un système de vidéoprotection
LOVISA à Arcueil**

LA PRÉFÈTE DU VAL DE MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 paru au Journal Officiel du 21 août 2007, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à M. Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** la demande n°2023/0721 du 15 janvier 2024, de Monsieur Savary Christophe, responsable prévention des pertes France de l'enseigne Lovisa – centre commercial La Vache Noire – 94110 Arcueil, aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection au sein de celle-ci;
- VU** l'avis émis le 29 février 2024 par la Commission départementale de vidéoprotection ;

CONSIDÉRANT que le système répond aux finalités prévues par la loi, qu'il ne porte pas une atteinte excessive au droit au respect de la vie privée, qu'il présente un intérêt en termes de sécurité ou d'ordre public et que des dispositions ont été prises pour assurer l'information du public sur son existence ;

A R R E T E

Article 1 : Monsieur Savary Christophe, responsable prévention des pertes France de l'enseigne Lovisa – centre commercial La Vache Noire – 94110 Arcueil, est autorisé à installer un système de vidéoprotection comportant **trois caméras intérieures** au sein de celle-ci, dans le respect des dispositions présentées dans son dossier de demande d'autorisation.

Article 2 : Le titulaire de la présente autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai de (Trente jours maximum) : **Trente jours**.

Le titulaire de la présente autorisation doit donner, par ailleurs, aux personnes susceptibles d'exploiter et de visionner les images, une habilitation spécifique assortie de consignes précises sur la confidentialité qu'il convient de respecter.

Article 4 : L'autorisation est délivrée pour une durée de **cinq ans à compter de la date du présent arrêté**. A l'expiration de cette période, sa validité pourra être prorogée pour une durée égale, dès lors que les conditions exigées par la réglementation en vigueur sont toujours réunies.

Article 5 : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable.

Article 6 : Toute personne intéressée peut s'adresser au responsable prévention des pertes afin d'obtenir un accès aux enregistrements qui la concernent ou d'en vérifier la destruction dans le délai prévu.

Article 7 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration.

Article 8 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après mise en demeure de son titulaire de présenter ses observations, être retirée :

- en cas de manquement aux dispositions prévues par les articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 du Code de la sécurité intérieure ;
- en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Article 9 : La présente décision est susceptible d'être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle l'arrêté lui aura été notifié ;
- par les tiers, auxquels cette décision est susceptible de faire grief, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 10 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Fait à Créteil, le 25 mars 2024
Pour la Préfète et par délégation
La Directrice des sécurités
Astrid HUBERT-ALVES-DE-SOUSA



**A R R E T E N°2024/00975
portant autorisation d'un système de vidéoprotection
ZFA CO à Arcueil**

LA PRÉFÈTE DU VAL DE MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 paru au Journal Officiel du 21 août 2007, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à M. Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** la demande n°2023/0646 du 25 janvier 2024, de Madame Bouatrouss Fatima, gérante de l'enseigne ZFA CO – 9 rue Paul Bert – 92700 Colombes, aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection au sein de l'enseigne ZFA CO – 1 place de la Vache Noire – 94110 Arcueil ;
- VU** l'avis émis le 29 février 2024 par la Commission départementale de vidéoprotection ;

CONSIDÉRANT que le système répond aux finalités prévues par la loi, qu'il ne porte pas une atteinte excessive au droit au respect de la vie privée, qu'il présente un intérêt en termes de sécurité ou d'ordre public et que des dispositions ont été prises pour assurer l'information du public sur son existence ;

A R R E T E

Article 1 : Madame Bouatrouss Fatima, gérante de l'enseigne ZFA CO - 1 place de la Vache Noire – 94110 Arcueil, est autorisée à installer un système de vidéoprotection comportant **six caméras intérieures** au sein de celle-ci, dans le respect des dispositions présentées dans son dossier de demande d'autorisation.

Article 2 : Le titulaire de la présente autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai de (Trente jours maximum) : **Trente jours**.

Le titulaire de la présente autorisation doit donner, par ailleurs, aux personnes susceptibles d'exploiter et de visionner les images, une habilitation spécifique assortie de consignes précises sur la confidentialité qu'il convient de respecter.

Article 4 : L'autorisation est délivrée pour une durée de **cinq ans à compter de la date du présent arrêté**. A l'expiration de cette période, sa validité pourra être prorogée pour une durée égale, dès lors que les conditions exigées par la réglementation en vigueur sont toujours réunies.

Article 5 : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable.

Article 6: Toute personne intéressée peut s'adresser à la gérante des pertes afin d'obtenir un accès aux enregistrements qui la concernent ou d'en vérifier la destruction dans le délai prévu.

Article 7 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration.

Article 8 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après mise en demeure de son titulaire de présenter ses observations, être retirée :

- en cas de manquement aux dispositions prévues par les articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 du Code de la sécurité intérieure ;
- en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Article 9 : La présente décision est susceptible d'être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle l'arrêté lui aura été notifié ;
- par les tiers, auxquels cette décision est susceptible de faire grief, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 10 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Fait à Créteil, le 25 mars 2024
Pour la Préfète et par délégation
La Directrice des sécurités
Astrid HUBERT-ALVES-DE-SOUSA



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet – Direction des Sécurités
Bureau des Polices Administratives**

**A R R E T E N°2024/00976
portant autorisation d'un système de vidéoprotection
Tabac la Belle Cycliste à Villeneuve-le-Roi**

LA PRÉFÈTE DU VAL DE MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 paru au Journal Officiel du 21 août 2007, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à M. Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** la demande n°2023/0668 du 27 décembre 2023, de Madame MO Céline, gérante de l'enseigne Tabac La Belle Cycliste – 35 avenue Le Foll – 94290 Villeneuve-le-Roi, aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection au sein de celle-ci ;
- VU** l'avis émis le 29 février 2024 par la Commission départementale de vidéoprotection ;

CONSIDÉRANT que le système répond aux finalités prévues par la loi, qu'il ne porte pas une atteinte excessive au droit au respect de la vie privée, qu'il présente un intérêt en termes de sécurité ou d'ordre public et que des dispositions ont été prises pour assurer l'information du public sur son existence ;

A R R E T E

Article 1 : MO Céline, gérante de l'enseigne Tabac La Belle Cycliste – 35 avenue Le Foll – 94290 Villeneuve-le-Roi, est autorisée à installer un système de vidéoprotection comportant **cinq caméras intérieures** au sein de celle-ci, dans le respect des dispositions présentées dans son dossier de demande d'autorisation.

Article 2 : Le titulaire de la présente autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai de (Trente jours maximum) : **quinze jours**.

Le titulaire de la présente autorisation doit donner, par ailleurs, aux personnes susceptibles d'exploiter et de visionner les images, une habilitation spécifique assortie de consignes précises sur la confidentialité qu'il convient de respecter.

Article 4 : L'autorisation est délivrée pour une durée de **cinq ans à compter de la date du présent arrêté**. A l'expiration de cette période, sa validité pourra être prorogée pour une durée égale, dès lors que les conditions exigées par la réglementation en vigueur sont toujours réunies.

Article 5 : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable.

Article 6 : Toute personne intéressée peut s'adresser à la gérante des pertes afin d'obtenir un accès aux enregistrements qui la concernent ou d'en vérifier la destruction dans le délai prévu.

Article 7 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration.

Article 8 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après mise en demeure de son titulaire de présenter ses observations, être retirée :

- en cas de manquement aux dispositions prévues par les articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 du Code de la sécurité intérieure ;
- en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Article 9 : La présente décision est susceptible d'être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle l'arrêté lui aura été notifié ;
- par les tiers, auxquels cette décision est susceptible de faire grief, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 10 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Fait à Créteil, le 25 mars 2024
Pour la Préfète et par délégation
La Directrice des sécurités
Astrid HUBERT-ALVES-DE-SOUSA



**A R R E T E N°2024/00977
portant autorisation d'un système de vidéoprotection
LIDL – à Santeny**

LA PRÉFÈTE DU VAL DE MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 paru au Journal Officiel du 21 août 2007, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à M. Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** la demande n°2023/0660 du 19 janvier 2024, de Monsieur Gatien DEZERT en qualité de directeur Régional de l'enseigne «LIDL» – 11 boulevard du Mémorial Américain – CS 81010 – 77334 MEAUX, aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection au sein de l'enseigne « LIDL » - avenue de la Butte Gayen – 94440 Santeny.
- VU** l'avis émis le 29 février 2024 par la Commission départementale de vidéoprotection ;

CONSIDÉRANT que le système répond aux finalités prévues par la loi, qu'il ne porte pas une atteinte excessive au droit au respect de la vie privée, qu'il présente un intérêt en termes de sécurité ou d'ordre public et que des dispositions ont été prises pour assurer l'information du public sur son existence ;

A R R E T E

Article 1 : Monsieur Gatien DEZERT en qualité de directeur Régional est autorisé à installer au sein de l'enseigne « LIDL » - avenue de la Butte Gayen – 94440 Santeny, un système de vidéoprotection comportant **vingt-cinq caméras intérieures et deux caméras extérieures**, dans le respect des dispositions présentées dans son dossier de demande d'autorisation.

Article 2 : Les caméras installées doivent être implantées en zone ouverte au public au sens de la réglementation applicable à la vidéoprotection. Elles ne doivent visualiser ni l'intérieur des immeubles d'habitation ni leurs entrées ou doivent être dotées, le cas échéant, d'un système de « floutage ».

Article 3 : Le titulaire de la présente autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai de (30 jours maximum) : **quinze jours**.

Le titulaire de la présente autorisation doit donner, par ailleurs, aux personnes susceptibles d'exploiter et de visionner les images, une habilitation spécifique assortie de consignes précises sur la confidentialité qu'il convient de respecter.

Article 5 : L'autorisation est délivrée pour une durée de **cinq ans à compter de la date du présent arrêté**. A l'expiration de cette période, sa validité pourra être prorogée pour une durée égale, dès lors que les conditions exigées par la réglementation en vigueur sont toujours réunies.

Article 6 : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéo-protection et de l'autorité ou de la personne responsable.

Article 7 : Toute personne intéressée peut s'adresser au service client afin d'obtenir un accès aux enregistrements qui la concernent ou d'en vérifier la destruction dans le délai prévu.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration.

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après mise en demeure de son titulaire de présenter ses observations, être retirée :

- en cas de manquement aux dispositions prévues par les articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 du Code de la sécurité intérieure ;
- en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Article 10 : La présente décision est susceptible d'être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle l'arrêté lui aura été notifié ;
- par les tiers, auxquels cette décision est susceptible de faire grief, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 11 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Fait à Créteil, le 25 mars 2024
Pour la Préfète et par délégation
La Directrice des sécurités
Astrid HUBERT-ALVES-DE-SOUSA



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet – Direction des Sécurités
Bureau des Polices Administratives**

**A R R E T E N°2024/00978
portant autorisation d'un système de vidéoprotection
RAND DIFFUSION « Balabooste » – à Créteil**

LA PRÉFÈTE DU VAL DE MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 paru au Journal Officiel du 21 août 2007, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à M. Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** la demande n°2023/0694 du 16 janvier 2024, de Monsieur Aimonino Marc, directeur des systèmes d'information de l'établissement Rand Diffusion « Balabooste » -8 rue Bellini – 75116 Paris, aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection au sein de « Balabooste » - avenue de la France Libre – Centre commercial Créteil Soleil – 94000 Créteil;
- VU** l'avis émis le 29 février 2024 par la Commission départementale de vidéoprotection ;

CONSIDÉRANT que le système répond aux finalités prévues par la loi, qu'il ne porte pas une atteinte excessive au droit au respect de la vie privée, qu'il présente un intérêt en termes de sécurité ou d'ordre public et que des dispositions ont été prises pour assurer l'information du public sur son existence ;

A R R E T E

Article 1 : Monsieur Aimonino Marc, directeur des systèmes d'information de l'établissement Rand Diffusion « Balabooste » - avenue de la France Libre – Centre commercial Créteil Soleil – 94000 Créteil, est autorisé à installer un système de vidéoprotection comportant **une caméra intérieure** au sein de celui-ci, dans le respect des dispositions présentées dans son dossier de demande d'autorisation.

Article 2 : Le titulaire de la présente autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai de (Trente jours maximum) : **Trente jours**.

Le titulaire de la présente autorisation doit donner, par ailleurs, aux personnes susceptibles d'exploiter et de visionner les images, une habilitation spécifique assortie de consignes précises sur la confidentialité qu'il convient de respecter.

Article 4 : L'autorisation est délivrée pour une durée de **cinq ans à compter de la date du présent arrêté**. A l'expiration de cette période, sa validité pourra être prorogée pour une durée égale, dès lors que les conditions exigées par la réglementation en vigueur sont toujours réunies.

Article 5 : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéo-protection et de l'autorité ou de la personne responsable.

Article 6 : Toute personne intéressée peut s'adresser au service informatique afin d'obtenir un accès aux enregistrements qui la concernent ou d'en vérifier la destruction dans le délai prévu.

Article 7 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration.

Article 8 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après mise en demeure de son titulaire de présenter ses observations, être retirée :

- en cas de manquement aux dispositions prévues par les articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 du Code de la sécurité intérieure ;
- en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Article 9 : La présente décision est susceptible d'être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle l'arrêté lui aura été notifié ;
- par les tiers, auxquels cette décision est susceptible de faire grief, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 10 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Fait à Créteil, le 25 mars 2024
Pour la Préfète et par délégation
La Directrice des sécurités
Astrid HUBERT-ALVES-DE-SOUSA



**A R R E T E N°2024/00979
portant autorisation d'un système de vidéoprotection
SKB EXOTIQUE – à Villeneuve-Saint-Georges**

LA PRÉFÈTE DU VAL DE MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 paru au Journal Officiel du 21 août 2007, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à M. Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** la demande n°2023/0494 du 23 octobre 2022, de Madame Vamathevan Kirubananthy, Présidente de l'enseigne SKB Exotique – 75 avenue du Président JF Kennedy – 94190 Villeneuve-Saint-Georges, aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection au sein de l'enseigne SKB Exotique – 42 avenue de Valenton– 94190 Villeneuve-Saint-Georges;
- VU** l'avis émis le 29 février 2024 par la Commission départementale de vidéoprotection ;

CONSIDÉRANT que le système répond aux finalités prévues par la loi, qu'il ne porte pas une atteinte excessive au droit au respect de la vie privée, qu'il présente un intérêt en termes de sécurité ou d'ordre public et que des dispositions ont été prises pour assurer l'information du public sur son existence ;

A R R E T E

Article 1 : Madame Vamathevan Kirubananthy, Présidente de l'enseigne SKB Exotique- 42 avenue de Valenton – 94190 Villeneuve-Saint-Georges, est autorisée à installer un système de vidéoprotection comportant **cinq caméras intérieures et une caméra extérieure**, dans le respect des dispositions présentées dans son dossier de demande d'autorisation.

Article 2 : Les caméras installées doivent être implantées en zone ouverte au public au sens de la réglementation applicable à la vidéoprotection. Elles ne doivent visualiser ni l'intérieur des immeubles d'habitation ni leurs entrées ou doivent être dotées, le cas échéant, d'un système de « floutage ».

Article 3 : Le titulaire de la présente autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai de (30 jours maximum) : **Trente jours**.

Le titulaire de la présente autorisation doit donner, par ailleurs, aux personnes susceptibles d'exploiter et de visionner les images, une habilitation spécifique assortie de consignes précises sur la confidentialité qu'il convient de respecter.

Article 5 : L'autorisation est délivrée pour une durée de **cinq ans à compter de la date du présent arrêté**. A l'expiration de cette période, sa validité pourra être prorogée pour une durée égale, dès lors que les conditions exigées par la réglementation en vigueur sont toujours réunies.

Article 6 : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable.

Article 7 : Toute personne intéressée peut s'adresser à la Présidente afin d'obtenir un accès aux enregistrements qui la concernent ou d'en vérifier la destruction dans le délai prévu.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration.

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après mise en demeure de son titulaire de présenter ses observations, être retirée :

- en cas de manquement aux dispositions prévues par les articles L. 223-1 et L251-1 et suivants du Code de la sécurité intérieure ;
- en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Article 10 : La présente décision est susceptible d'être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle l'arrêté lui aura été notifié ;
- par les tiers, auxquels cette décision est susceptible de faire grief, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 11 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Fait à Créteil, le 25 mars 2024
Pour la Préfète et par délégation
La Directrice des sécurités
Astrid HUBERT-ALVES-DE-SOUSA



A R R E T E N°2024/00980
portant autorisation d'un système de vidéoprotection
RATP – Lignes de bus circulant dans le Département du Val-de-Marne

LA PRÉFÈTE DU VAL DE MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 paru au Journal Officiel du 21 août 2007, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à M. Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** la demande n°2018/0397 du 7 novembre 2023, de Monsieur Lovisa Patrice, Directeur de la Régie Autonome des Transports Parisiens « RATP » - 54 quai de la Rapée – 75012 Paris, aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection au sein des lignes de bus circulant dans le Département du Val-de-Marne mentionnés dans l'annexe fourni dans le dossier ;
- VU** l'avis émis le 29 février 2024 par la Commission départementale de vidéoprotection ;

CONSIDÉRANT que le système répond aux finalités prévues par la loi, qu'il ne porte pas une atteinte excessive au droit au respect de la vie privée, qu'il présente un intérêt en termes de sécurité ou d'ordre public et que des dispositions ont été prises pour assurer l'information du public sur son existence ;

A R R E T E

Article 1 : Monsieur Lovisa Patrice, Directeur de la Régie Autonome des Transports Parisiens « RATP » - 54 quai de la Rapée – 75012, est autorisé à installer un système de vidéoprotection comportant **1298 caméras intérieures** au sein des lignes de bus circulant dans le Département du Val-de-Marne mentionnés dans l'annexe jointe au présent arrêté, dans le respect des dispositions présentées dans son dossier de demande d'autorisation.

Article 2 : Le titulaire de la présente autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai de (Trente jours maximum) : **Quinze jours**.

Le titulaire de la présente autorisation doit donner, par ailleurs, aux personnes susceptibles d'exploiter et de visionner les images, une habilitation spécifique assortie de consignes précises sur la confidentialité qu'il convient de respecter.

Article 4 : L'autorisation est délivrée pour une durée de **cinq ans à compter de la date du présent arrêté**. A l'expiration de cette période, sa validité pourra être prorogée pour une durée égale, dès lors que les conditions exigées par la réglementation en vigueur sont toujours réunies.

Article 5 : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéo-protection et de l'autorité ou de la personne responsable.

Article 6 : Toute personne intéressée peut s'adresser au délégué de la protection des données afin d'obtenir un accès aux enregistrements qui la concernent ou d'en vérifier la destruction dans le délai prévu.

Article 7 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration.

Article 8 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après mise en demeure de son titulaire de présenter ses observations, être retirée :

- en cas de manquement aux dispositions prévues par les articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 du Code de la sécurité intérieure ;
- en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Article 9 : La présente décision est susceptible d'être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle l'arrêté lui aura été notifié ;
- par les tiers, auxquels cette décision est susceptible de faire grief, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 10 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Fait à Créteil, le 25 mars 2024
Pour la Préfète et par délégation
La Directrice des sécurités
Astrid HUBERT-ALVES-DE-SOUSA

LIGNES DE BUS

| Numéro de ligne | Terminus A | Terminus B | Nb caméras/bus | Nb caméras/ligne |
|-----------------|---|---|----------------|------------------|
| 101 | Camping International de Champigny | Joinville-le-Pont RER | 4 | 8 |
| 103 | Thiais – Georges Haigoult | École Vétérinaire de Maisons-Alfort | 4 | 136 |
| | | | 5 | 5 |
| 104 | Sucy – Bonneuil RER | École Vétérinaire de Maisons-Alfort | 4 | 36 |
| 106 | Gare de Villiers-sur-Marne – Le Plessis-Trévisé RER | Joinville-le-Pont RER | 4 | 48 |
| 107 | Saint-Maur – La Pie | École Vétérinaire de Maisons-Alfort | 4 | 32 |
| 108 | Champigny – Jeanne Vacher | Joinville-le-Pont RER | 4 | 68 |
| 110 | Gare de Villiers-sur-Marne – Le Plessis-Trévisé RER | Joinville-le-Pont RER | | |
| 117 | Créteil – Préfecture du Val-de-Mame | Gare de Champigny – Saint-Maur RER | 4 | 64 |
| 180 | Villejuif – Louis Aragon | Charenton – Écoles | 8 | 176 |
| 181 | Créteil – La Gaîté | École Vétérinaire de Maisons-Alfort | 4 | 16 |
| | | | 5 | 15 |
| 182 | Villeneuve – Triage RER | Mairie d'Ivry | 4 | 48 |
| 208a | Champigny – Saint-Maur RER | Le Plessis-Trévisé – Place de Verdun | 8 | 168 |
| 208b | | | | |
| 208s | | | | |
| 217 | Vitry RER | Hôtel de Ville de Créteil | 4 | 52 |
| 308 | Villiers-sur-Marne RER | Créteil – Préfecture du Val-de-Mame | 8 | 72 |
| | | | 5 | 110 |
| 317 | Gare de Nogent – Le Perreux RER | Hôtel de Ville de Créteil | 5 | 60 |
| 380 | Villejuif – Louis Aragon | Arcueil – Vache Noire – Centre Commercial | 4 | 32 |
| 393 | Sucy – Bonneuil RER | Thiais – Carrefour de la Résistance | 8 | 152 |
| | | | TOTAL | 1298 |

FIN DU DOCUMENT



RDS
Novembre 2023

ANNEXE

**Demande d'autorisation
préfectorale pour le système
de vidéoprotection des bus
circulant dans le Val de
Marne**



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet – Direction des Sécurités
Bureau des Polices Administratives**

A R R E T E N°2024/00981
portant autorisation d'un système de vidéoprotection
TRANSDEV COTEAUX DE LA MARNE
Lignes de bus circulant dans le Département du Val-de-Marne

LA PRÉFÈTE DU VAL DE MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 paru au Journal Officiel du 21 août 2007, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à M. Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** la demande n°2023/0475 du 24 octobre 2023, de Madame Olivier Vanessa, Directrice de Transdev Coteaux de la Marne – 2 allée Guy Boniface – 94450 Limeil-Brévannes, aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection au sein des lignes de bus circulant dans le Département du Val-de-Marne mentionnés dans l'annexe fourni dans le dossier ;
- VU** l'avis émis le 29 février 2024 par la Commission départementale de vidéoprotection ;

CONSIDÉRANT que le système répond aux finalités prévues par la loi, qu'il ne porte pas une atteinte excessive au droit au respect de la vie privée, qu'il présente un intérêt en termes de sécurité ou d'ordre public et que des dispositions ont été prises pour assurer l'information du public sur son existence ;

A R R E T E

Article 1 : Madame Olivier Vanessa, Directrice de Transdev Coteaux de la Marne – 2 allée Guy Boniface – 94450 Limeil-Brévannes, est autorisée à installer un système de vidéoprotection comportant **704 caméras intérieures** au sein des lignes de bus circulant dans le Département du Val-de-Marne mentionnés dans l'annexe jointe au présent arrêté, dans le respect des dispositions présentées dans son dossier de demande d'autorisation.

Article 2 : Le titulaire de la présente autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai de (Trente jours maximum) : **Trente jours**.

Le titulaire de la présente autorisation doit donner, par ailleurs, aux personnes susceptibles d'exploiter et de visionner les images, une habilitation spécifique assortie de consignes précises sur la confidentialité qu'il convient de respecter.

Article 4 : L'autorisation est délivrée pour une durée de **cinq ans à compter de la date du présent arrêté**. A l'expiration de cette période, sa validité pourra être prorogée pour une durée égale, dès lors que les conditions exigées par la réglementation en vigueur sont toujours réunies.

Article 5 : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéo-protection et de l'autorité ou de la personne responsable.

Article 6 : Toute personne intéressée peut s'adresser au DEX afin d'obtenir un accès aux enregistrements qui la concernent ou d'en vérifier la destruction dans le délai prévu.

Article 7 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration.

Article 8 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après mise en demeure de son titulaire de présenter ses observations, être retirée :

- en cas de manquement aux dispositions prévues par les articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 du Code de la sécurité intérieure ;
- en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Article 9 : La présente décision est susceptible d'être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle l'arrêté lui aura été notifié ;
- par les tiers, auxquels cette décision est susceptible de faire grief, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 10 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Fait à Créteil, le 25 mars 2024
Pour la Préfète et par délégation
La Directrice des sécurités
Astrid HUBERT-ALVES-DE-SOUSA

| Type | NUMERO DE PARC IDFM | MARQUE | MODELE | IMMATRICULATION | NUMERODESERIE | DEPOT | MISE EN CIRCULATION | GOGMAKER | NB CAM |
|----------|---------------------|-------------|--------|-----------------|--------------------|--------|---------------------|----------|--------|
| MIDI BUS | 213001 | HEULIEZ BUS | GX 137 | GD096M A | VJ14014J60N00 4096 | BOISSY | 10/12/2021 | oui | 3 |
| MIDI BUS | 213002 | HEULIEZ BUS | GX 137 | GD277M A | VJ14014J80N00 4097 | BOISSY | 10/12/2021 | oui | 3 |
| MIDI BUS | 213003 | HEULIEZ BUS | GX 137 | GD366M A | VJ14014JX0N00 4098 | BOISSY | 10/12/2021 | oui | 3 |
| MIDI BUS | 213004 | HEULIEZ BUS | GX 137 | GD476M A | VJ14014J10N00 4099 | BOISSY | 10/12/2021 | oui | 3 |
| MIDI BUS | 213005 | HEULIEZ BUS | GX 137 | GD661M A | VJ14014J40N00 4100 | BOISSY | 10/12/2021 | oui | 3 |
| MIDI BUS | 213006 | HEULIEZ BUS | GX 137 | GD795M A | VJ14014J60N00 4101 | BOISSY | 10/12/2021 | oui | 3 |
| MIDI BUS | 213007 | HEULIEZ BUS | GX 137 | GD420P M | VJ14014J80N00 4102 | BOISSY | 16/12/2021 | oui | 3 |
| MIDI BUS | 213039 | HEULIEZ BUS | GX 137 | ES301PQ | VJ14014J60N00 3563 | BOISSY | 08/12/2017 | oui | 4 |
| MIDI BUS | 213040 | HEULIEZ BUS | GX 137 | ES391PQ | VJ14014J80N00 3564 | BOISSY | 08/12/2017 | oui | 4 |
| STD | 231105 | HEULIEZ BUS | GX 327 | BW152Z M | VJ1PS09D1000 03030 | BOISSY | 27/10/2011 | Non | 4 |
| STD | 231106 | HEULIEZ BUS | GX 327 | BW938ZL | VJ1PS09D1000 03031 | BOISSY | 27/10/2011 | Non | 4 |
| STD | 231107 | HEULIEZ BUS | GX 327 | BW334Z M | VJ1PS09D1000 03034 | BOISSY | 27/10/2011 | Non | 4 |
| STD | 231112 | HEULIEZ BUS | GX 327 | CK566JJ | VJ1PS09D1000 03345 | BOISSY | 04/09/2012 | Non | 4 |
| STD | 231113 | HEULIEZ BUS | GX 327 | CK718JJ | VJ1PS09D1000 03347 | BOISSY | 04/09/2012 | Non | 4 |
| STD | 231114 | HEULIEZ BUS | GX 327 | CM460P W | VJ1PS09D1000 03426 | BOISSY | 07/11/2012 | Non | 4 |
| STD | 231117 | HEULIEZ BUS | GX 327 | CZ399RD | VJ1PS09D1000 03693 | BOISSY | 18/10/2013 | Non | 4 |
| STD | 231118 | HEULIEZ BUS | GX 327 | CZ051RD | VJ1PS09D1000 03696 | BOISSY | 18/10/2013 | Non | 4 |
| STD | 231121 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DG405ZA | VJ14016M70N0 04065 | BOISSY | 24/06/2014 | Non | 4 |
| STD | 231123 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DG650ZA | VJ14016M00N0 04067 | BOISSY | 24/06/2014 | Non | 4 |
| STD | 231130 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DK729ZV | VJ14016MX0N0 04125 | BOISSY | 16/10/2014 | Non | 4 |
| STD | 231131 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DL499AJ | VJ14016M30N0 04127 | BOISSY | 17/10/2014 | Non | 4 |
| STD | 231133 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DK187ZW | VJ14016M50N0 04128 | BOISSY | 16/10/2014 | Non | 4 |
| STD | 231134 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DK356ZW | VJ14016M70N0 04129 | BOISSY | 16/10/2014 | Non | 4 |

| | | | | | | | | | |
|-----|--------|----------------------------|-----------|----------|-----------------------|----------------|------------|-----|---|
| STD | 231135 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DK475ZW | VJ14016M30N0 04130 | BOISSY | 16/10/2014 | Non | 4 |
| STD | 231154 | HEULIEZ BUS | GX 337 | ES302EV | VJ14016M90N0 05024 | BOISSY | 24/11/2017 | oui | 4 |
| STD | 231155 | HEULIEZ BUS | GX 337 | ES383EV | VJ14016M00N0 05025 | BOISSY | 24/11/2017 | oui | 4 |
| STD | 231156 | HEULIEZ BUS | GX 337 | ES441EV | VJ14016M40N0 05027 | BOISSY | 24/11/2017 | oui | 4 |
| STD | 231157 | HEULIEZ BUS | GX 337 | ES563EV | VJ14016M10N0 05034 | BOISSY | 24/11/2017 | oui | 4 |
| STD | 231159 | HEULIEZ BUS | GX 337 | EY433TE | VJ14016MX0N0 05176 | BOISSY | 02/07/2018 | oui | 4 |
| STD | 231160 | HEULIEZ BUS | GX 337 | EY453TE | VJ14016M60N0 05174 | BOISSY | 02/07/2018 | oui | 4 |
| STD | 231174 | MERCEDES BENZ | CITARO C2 | EZ970MK | WEB628035106 09039 | BOISSY | 01/08/2018 | oui | 4 |
| STD | 231175 | MERCEDES BENZ | CITARO C2 | EZ979MK | WEB628035106 09040 | BOISSY | 01/08/2018 | oui | 4 |
| STD | 231176 | MERCEDES BENZ | CITARO C2 | EZ968MK | WEB628035106 09041 | BOISSY | 01/08/2018 | oui | 4 |
| STD | 3210 | Sur réserve au 01/08 | Citaro | AD719PB | WEB628083106 02583 | BOISSY | 19/10/2009 | Non | 4 |
| STD | 3186 | Sur réserve au 01/08 | GX 327 | AT085ZK | VJ1PS09D1000 01062 | BOISSY | 24/11/2005 | Non | 4 |
| STD | 3199 | Sur réserve au 01/08 | Citaro | 780EVE77 | WEB628083106 01829 | BOISSY | 23/10/2008 | Non | 4 |
| CAR | 17010 | INTOURO | INTOURO | ES714QY | WEB633720132 79195 | gne 100 BOISSY | 12/12/2017 | Non | 4 |
| CAR | 25469 | INTOURO OPTIMUM | INTOURO | EH546PF | WEB633743132 76325 | gne 100 BOISSY | 16/12/2016 | Non | 4 |
| CAR | 25470 | INTOURO OPTIMUM | INTOURO | EH537PF | WEB633743132 76324 | gne 100 BOISSY | 16/12/2016 | Non | 4 |
| CAR | 25471 | INTOURO OPTIMUM | INTOURO | EH535PF | WEB633743132 76323 | gne 100 BOISSY | 16/12/2016 | Non | 4 |
| CAR | 25472 | INTOURO OPTIMUM | INTOURO | EH378QZ | WEB633743132 76326 | gne 100 BOISSY | 20/12/2016 | Non | 4 |
| CAR | 25473 | INTOURO OPTIMUM | INTOURO | EH379QZ | WEB633743132 76328 | gne 100 BOISSY | 20/12/2016 | Non | 4 |
| CAR | 25778 | INTOURO | INTOURO | AW871FT | WEB633252132 52208 | gne 100 BOISSY | 05/07/2010 | Non | 4 |
| STD | 201021 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS771EC | VNE4326N8003 11709 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |
| STD | 201022 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS105EA | VNE4326N6003 11708 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |
| STD | 201023 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS154EA | VNE4326N4003 11707 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |

| | | | | | | | | | |
|-------------|--------|------------------|------------|--------------|-----------------------|--------|------------|-----|---|
| STD | 201024 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS277EA | VNE4326N1003 11714 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |
| STD | 201025 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS338EA | VNE4326NX003 11713 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |
| STD | 201026 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS830EC | VNE4326N0003 11719 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |
| STD | 201033 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS379EA | VNE4326N4003 11724 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |
| STD | 201034 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS439EA | VNE4326N2003 11723 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |
| STD | 201035 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS503EA | VNE4326N1003 11731 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |
| STD | 201036 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS579EA | VNE4326NX003 11730 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |
| STD | 201037 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS624EA | VNE4326N9003 11735 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |
| STD | 201038 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS674EA | VNE4326N7003 11734 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |
| STD | 201039 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS738EA | VNE4326N4003 11741 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |
| STD | 201040 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS790EA | VNE4326N7003 11927 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |
| STD | 201041 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS836EA | VNE4326N6003 11935 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |
| STD | 201042 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS886EA | VNE4326N4003 11934 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |
| STD | 201043 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS933EA | VNE4326N2003 11933 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |
| STD | 201044 | IVECO BUS | ANWAY 12 | FS979EA | VNE4326N3003 11942 | LIMEIL | 21/08/2020 | oui | 4 |
| MIDI BUS | 223016 | HEULIEZ BUS | GX 137 | DS402ZT | VJ14014JX0N00 3310 | LIMEIL | 02/07/2015 | Non | 3 |
| STD | 231089 | IRISBUS | CITELIS 12 | 610EJX91 | VNEPS09D1003 01073 | LIMEIL | 09/01/2007 | Non | 4 |
| STD | 231090 | IRISBUS | CITELIS 12 | 615EJX91 | VNEPS09D1003 01088 | LIMEIL | 09/01/2007 | Non | 4 |
| STD | 231091 | IRISBUS | CITELIS 12 | 507ENA9 1 | VNEPS09D1003 01930 | LIMEIL | 11/07/2007 | Non | 4 |
| STD | 231092 | IRISBUS | CITELIS 12 | 515ENA9 1 | VNEPS09D1003 01922 | LIMEIL | 11/07/2007 | Non | 4 |
| STD | 231093 | IRISBUS | CITELIS 12 | 799ENB9 1 | VNEPS09D1003 01925 | LIMEIL | 11/07/2007 | Non | 4 |
| STD | 231094 | IRISBUS | CITELIS 12 | 747ESJ91 | VNEPS09D1003 02404 | LIMEIL | 07/04/2008 | Non | 4 |
| STD | 231095 | IRISBUS | CITELIS 12 | 47EXM91 | VNEPS09D1003 02913 | LIMEIL | 18/12/2008 | Non | 4 |
| STD | 231096 | IRISBUS | CITELIS 12 | 55EXM91 | VNEPS09D1003 02942 | LIMEIL | 18/12/2008 | Non | 4 |
| STD | 231097 | MERCEDES BENZ | CITARO | AC496MB | WEB628083137 01374 | LIMEIL | 20/08/2009 | Non | 4 |

| | | | | | | | | | |
|-----|--------|------------------|----------|---------|-----------------------|--------|------------|-----|---|
| STD | 231098 | HEULIEZ BUS | GX 327 | BB569TF | VJ1PS09D1000 02599 | LIMEIL | 18/10/2010 | oui | 4 |
| STD | 231100 | HEULIEZ BUS | GX 327 | BS627GB | VJ1PS09D1000 02932 | LIMEIL | 01/08/2011 | Non | 4 |
| STD | 231101 | HEULIEZ BUS | GX 327 | BS571GB | VJ1PS09D1000 02933 | LIMEIL | 01/08/2011 | Non | 4 |
| STD | 231102 | HEULIEZ BUS | GX 327 | BS674GB | VJ1PS09D1000 02934 | LIMEIL | 01/08/2011 | Non | 4 |
| STD | 231103 | HEULIEZ BUS | GX 327 | BS726GB | VJ1PS09D1000 02935 | LIMEIL | 01/08/2011 | Non | 4 |
| STD | 231108 | HEULIEZ BUS | GX 327 | CJ928MD | VJ1PS09D1000 03337 | LIMEIL | 03/08/2012 | Non | 4 |
| STD | 231109 | HEULIEZ BUS | GX 327 | CJ970MD | VJ1PS09D1000 03339 | LIMEIL | 03/08/2012 | Non | 4 |
| STD | 231110 | HEULIEZ BUS | GX 327 | CJ878MD | VJ1PS09D1000 03340 | LIMEIL | 03/08/2012 | Non | 4 |
| STD | 231111 | HEULIEZ BUS | GX 327 | CJ274DM | VJ1PS09D1000 03338 | LIMEIL | 26/07/2012 | Non | 4 |
| STD | 231132 | IVECO BUS | BANWAY | DL026CN | VNE4226N2003 06539 | LIMEIL | 21/10/2014 | Non | 4 |
| STD | 231162 | HEULIEZ BUS | GX 337 | FC493NK | VJ14016M10N0 05325 | LIMEIL | 17/12/2018 | oui | 4 |
| STD | 231163 | HEULIEZ BUS | GX 337 | FC562NK | VJ14016M50N0 05327 | LIMEIL | 17/12/2018 | oui | 4 |
| STD | 231164 | HEULIEZ BUS | GX 337 | FC622NK | VJ14016M70N0 05328 | LIMEIL | 17/12/2018 | oui | 4 |
| STD | 232028 | MERCEDES BENZ | TARO G C | DL899RE | WEB628233106 05765 | LIMEIL | 12/11/2014 | Non | 4 |
| ART | 232029 | HEULIEZ BUS | GX 437 | ET476AB | VJ1421CR00N0 05052 | LIMEIL | 27/12/2017 | Non | 5 |
| ART | 232030 | HEULIEZ BUS | GX 437 | FC323QV | VJ1421CR20N0 05344 | LIMEIL | 20/12/2018 | oui | 5 |
| ART | 232061 | IVECO BUS | BANWAY | DM316ZS | VNE422CPX003 06682 | LIMEIL | 31/12/2014 | Non | 5 |
| ART | 232062 | IVECO BUS | BANWAY | DM265ZS | VNE422CP7003 06610 | LIMEIL | 31/12/2014 | Non | 5 |
| ART | 232063 | IVECO BUS | BANWAY | DM349ZS | VNE422CP8003 06714 | LIMEIL | 31/12/2014 | Non | 5 |
| ART | 232064 | IVECO BUS | NWAY 18 | FP481PL | VNE432CN2003 11581 | LIMEIL | 22/04/2020 | oui | 5 |
| ART | 232065 | IVECO BUS | NWAY 18 | FP530PL | VNE432CN3003 11590 | LIMEIL | 22/04/2020 | oui | 5 |
| ART | 232066 | IVECO BUS | NWAY 18 | FQ783MB | VNE432CN4003 11503 | LIMEIL | 15/06/2020 | oui | 5 |
| ART | 232067 | IVECO BUS | NWAY 18 | FQ440MC | VNE432CN3003 11623 | LIMEIL | 15/06/2020 | oui | 5 |
| ART | 232068 | IVECO BUS | NWAY 18 | FR786JB | VNE432CN0003 11644 | LIMEIL | 15/07/2020 | oui | 5 |
| ART | 232069 | IVECO BUS | NWAY 18 | FR254JK | VNE432CN9003 11657 | LIMEIL | 15/07/2020 | oui | 5 |

| | | | | | | | | | |
|-----|--------|-----------|---------|-------------|-----------------------|--------|------------|-----|---|
| ART | 232070 | IVECO BUS | NWAY 18 | FR374JL | VNE432CN3003 11668 | LIMEIL | 15/07/2020 | oui | 5 |
| ART | 232071 | IVECO BUS | NWAY 18 | FR122JM | VNE432CN6003 11678 | LIMEIL | 15/07/2020 | oui | 5 |
| ART | 232072 | IVECO BUS | NWAY 18 | FQ609RC | VNE432CN4003 11484 | LIMEIL | 19/06/2020 | oui | 5 |
| ART | 232073 | IVECO BUS | NWAY 18 | FQ257RC | VNE432CN5003 11512 | LIMEIL | 19/06/2020 | oui | 5 |
| ART | 232074 | IVECO BUS | NWAY 18 | FQ965RB | VNE432CN9003 11528 | LIMEIL | 29/06/2020 | oui | 5 |
| ART | 232075 | IVECO BUS | NWAY 18 | FS429CY | VNE432CN6003 11910 | LIMEIL | 19/08/2020 | oui | 5 |
| ART | 232076 | IVECO BUS | NWAY 18 | FQ513TS | VNE432CN5003 11641 | LIMEIL | 23/06/2020 | oui | 5 |
| ART | 232077 | IVECO BUS | NWAY 18 | FR178JL | VNE432CN3003 11685 | LIMEIL | 15/07/2020 | oui | 5 |
| ART | 232078 | IVECO BUS | NWAY 18 | FR462LL | VNE432CN4003 11727 | LIMEIL | 17/07/2020 | oui | 5 |
| ART | 232079 | IVECO BUS | NWAY 18 | FR020LL | VNE432CN2003 11726 | LIMEIL | 17/07/2020 | oui | 5 |
| ART | 232080 | IVECO BUS | NWAY 18 | FS455CY | VNE432CN2003 11743 | LIMEIL | 19/08/2020 | oui | 5 |
| ART | 232081 | IVECO BUS | NWAY 18 | FR368JM | VNE432CN8003 11715 | LIMEIL | 15/07/2020 | oui | 5 |
| ART | 232082 | IVECO BUS | NWAY 18 | FR540LL | VNE432CN0003 11725 | LIMEIL | 17/07/2020 | oui | 5 |
| ART | 232083 | IVECO BUS | NWAY 18 | FR297JM | VNE432CN5003 11736 | LIMEIL | 15/07/2020 | oui | 5 |
| ART | 232084 | IVECO BUS | NWAY 18 | FR517LL | VNE432CN7003 11737 | LIMEIL | 17/07/2020 | oui | 5 |
| ART | 232085 | IVECO BUS | NWAY 18 | FR889LC | VNE432CN3003 11895 | LIMEIL | 17/07/2020 | oui | 5 |
| ART | 232086 | IVECO BUS | NWAY 18 | FS916CX | VNE432CN3003 11900 | LIMEIL | 19/08/2020 | oui | 5 |
| ART | 232087 | IVECO BUS | NWAY 18 | FS920ES | VNE432CN3003 11914 | LIMEIL | 24/08/2020 | oui | 5 |
| ART | 232088 | IVECO BUS | NWAY 18 | FS773M M | VNE432CN0003 11918 | LIMEIL | 07/09/2020 | oui | 5 |
| ART | 232089 | IVECO BUS | NWAY 18 | FS574M M | VNE432CN3003 11928 | LIMEIL | 07/09/2020 | oui | 5 |
| ART | 232090 | IVECO BUS | NWAY 18 | FS747NH | VNE432CN5003 12031 | LIMEIL | 09/09/2020 | oui | 5 |
| ART | 232091 | IVECO BUS | NWAY 18 | FS671M M | VNE432CN2003 11919 | LIMEIL | 07/09/2020 | oui | 5 |
| ART | 232092 | IVECO BUS | NWAY 18 | FS511M M | VNE432CN5003 11977 | LIMEIL | 07/09/2020 | oui | 5 |
| ART | 232093 | IVECO BUS | NWAY 18 | FS125M M | VNE432CN5003 11983 | LIMEIL | 07/09/2020 | oui | 5 |
| ART | 232094 | IVECO BUS | NWAY 18 | FT902AH | VNE432CN9003 12078 | LIMEIL | 29/09/2020 | oui | 5 |

| | | | | | | | | | |
|-----|--------|----------------|---------|-------------|-----------------------|----------|------------|-----|---|
| ART | 232095 | IVECO BUS | NWAY 18 | FT028FJ | VNE432CN6003 12104 | LIMEIL | 07/10/2020 | oui | 5 |
| ART | 232096 | IVECO BUS | NWAY 18 | FT284FX | VNE432CN5003 12112 | LIMEIL | 08/10/2020 | oui | 5 |
| ART | 232097 | IVECO BUS | NWAY 18 | FT690GY | VNE432CN1003 12138 | LIMEIL | 08/10/2020 | oui | 5 |
| ART | 232098 | IVECO BUS | NWAY 18 | FT632FX | VNE432CN2003 12150 | LIMEIL | 08/10/2020 | oui | 5 |
| STD | 231099 | HEULIEZ BUS | GX 327 | BB576TF | VJ1PS09D1000 02600 | PONTAULT | 18/10/2010 | oui | 4 |
| STD | 231104 | HEULIEZ BUS | GX 327 | BT304VH | VJ1PS09D1000 02903 | PONTAULT | 09/09/2011 | Non | 4 |
| STD | 231115 | HEULIEZ BUS | GX 327 | CN104FE | VJ1PS09D1000 03382 | PONTAULT | 26/11/2012 | Non | 4 |
| STD | 231116 | HEULIEZ BUS | GX 327 | CN300FE | VJ1PS09D1000 03385 | PONTAULT | 26/11/2012 | Non | 4 |
| STD | 231119 | HEULIEZ BUS | GX 327 | CY199HP | VJ1PS09D1000 03708 | PONTAULT | 05/09/2013 | Non | 4 |
| STD | 231120 | HEULIEZ BUS | GX 327 | CY246HP | VJ1PS09D1000 03711 | PONTAULT | 05/09/2013 | Non | 4 |
| STD | 231122 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DG288ZA | VJ14016M90N0 04066 | PONTAULT | 24/06/2014 | Non | 4 |
| STD | 231124 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DG731LS | VJ14016M20N0 04054 | PONTAULT | 06/06/2014 | Non | 4 |
| STD | 231125 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DG870LS | VJ14016M60N0 04056 | PONTAULT | 06/06/2014 | Non | 4 |
| STD | 231126 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DM161LE | VJ14016M80N0 04060 | PONTAULT | 10/12/2014 | Non | 4 |
| STD | 231127 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DK841PJ | VJ14016M40N0 04055 | PONTAULT | 01/10/2014 | Non | 4 |
| STD | 231128 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DK751PT | VJ14016M10N0 04062 | PONTAULT | 01/10/2014 | Non | 4 |
| STD | 231129 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DK969PJ | VJ14016M30N0 04063 | PONTAULT | 01/10/2014 | Non | 4 |
| STD | 231136 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DQ812W T | VJ14016M40N0 04251 | PONTAULT | 21/04/2015 | Non | 4 |
| STD | 231137 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DQ949W T | VJ14016M60N0 04252 | PONTAULT | 21/04/2015 | Non | 4 |
| STD | 231138 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DQ084W V | VJ14016M80N0 04253 | PONTAULT | 21/04/2015 | Non | 4 |
| STD | 231139 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DQ215W V | VJ14016M10N0 04255 | PONTAULT | 21/04/2015 | Non | 4 |
| STD | 231140 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DQ350W V | VJ14016M50N0 04257 | PONTAULT | 21/04/2015 | Non | 4 |
| STD | 231141 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DQ463W V | VJ14016M90N0 04259 | PONTAULT | 21/04/2015 | Non | 4 |
| STD | 231142 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DQ782W V | VJ14016M50N0 04260 | PONTAULT | 21/04/2015 | Non | 4 |
| STD | 231143 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DW229PC | VJ14016MX0N0 04447 | PONTAULT | 15/10/2015 | Non | 4 |

| | | | | | | | | | |
|-----|--------|------------------|------------|-------------|-----------------------|----------|------------|-----|---|
| STD | 231144 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DV040WY | VJ14016M30N0 04306 | PONTAULT | 21/09/2015 | Non | 4 |
| STD | 231145 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DV629W X | VJ14016M80N0 04298 | PONTAULT | 21/09/2015 | Non | 4 |
| STD | 231146 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DV756W X | VJ14016M20N0 04300 | PONTAULT | 21/09/2015 | Non | 4 |
| STD | 231147 | HEULIEZ BUS | GX 337 | DV843W X | VJ14016M60N0 04302 | PONTAULT | 21/09/2015 | Non | 4 |
| STD | 231148 | HEULIEZ BUS | GX 337 | ED041MR | VJ14016M50N0 04713 | PONTAULT | 29/06/2016 | oui | 4 |
| STD | 231149 | HEULIEZ BUS | GX 337 | ED211MR | VJ14016M80N0 04723 | PONTAULT | 29/06/2016 | oui | 4 |
| STD | 231150 | HEULIEZ BUS | GX 337 | ED374MR | VJ14016M50N0 04727 | PONTAULT | 29/06/2016 | oui | 4 |
| STD | 231151 | HEULIEZ BUS | GX 337 | ED510MR | VJ14016M50N0 04730 | PONTAULT | 29/06/2016 | oui | 4 |
| STD | 231152 | HEULIEZ BUS | GX 337 | ED650MR | VJ14016MX0N0 04741 | PONTAULT | 29/06/2016 | oui | 4 |
| STD | 231153 | MAN | CITY A37 H | EG191KC | WMAA37ZZ4H R017299 | PONTAULT | 28/10/2016 | Non | 4 |
| STD | 231158 | HEULIEZ BUS | GX 337 | ES889SN | VJ14016M70N0 05040 | PONTAULT | 14/12/2017 | oui | 4 |
| STD | 231161 | HEULIEZ BUS | GX 337 | EY047VY | VJ14016M60N0 05160 | PONTAULT | 04/04/2018 | oui | 4 |
| STD | 231165 | HEULIEZ BUS | 337 HYBR | FA044XZ | VJ14116M50N0 05230 | PONTAULT | 08/10/2018 | oui | 4 |
| STD | 231166 | MAN | CITY A37 H | FB522RL | WMAA37ZZXJF 008193 | PONTAULT | 09/11/2018 | oui | 4 |
| STD | 231167 | MAN | CITY A37 H | FB586RL | WMAA37ZZ4KF 008207 | PONTAULT | 09/11/2018 | oui | 4 |
| STD | 231168 | MAN | CITY A37 H | FB631RL | WMAA37ZZ3KF 008215 | PONTAULT | 09/11/2018 | oui | 4 |
| STD | 231169 | MERCEDES BENZ | CITARO C2 | ES930WL | WEB628035106 08376 | PONTAULT | 20/12/2017 | oui | 4 |
| STD | 231170 | MERCEDES BENZ | CITARO C2 | ES945WL | WEB628035106 08377 | PONTAULT | 20/12/2017 | oui | 4 |
| STD | 231171 | MERCEDES BENZ | CITARO C2 | ES941WL | WEB628035106 08378 | PONTAULT | 20/12/2017 | oui | 4 |
| STD | 231172 | MERCEDES BENZ | CITARO C2 | ES937WL | WEB628035106 08380 | PONTAULT | 20/12/2017 | oui | 4 |
| STD | 231173 | MERCEDES BENZ | CITARO C2 | EZ975MK | WEB628056106 09038 | PONTAULT | 01/08/2018 | oui | 4 |
| STD | 231177 | MERCEDES BENZ | CITARO C2 | EZ966MK | WEB628035106 09042 | PONTAULT | 01/08/2018 | oui | 4 |



**A R R E T E N°2024/00982
portant autorisation d'un système de vidéoprotection
FAFOU au Kremlin-Bicêtre**

LA PRÉFÈTE DU VAL DE MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 paru au Journal Officiel du 21 août 2007, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à M. Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** la demande n°2020/0314 du 18 novembre 2020, de Madame LIU QIONG, gérante de l'établissement Fafou – 63 avenue Fontainebleau – 94270 Le KREMLIN-BICETRE, aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection au sein de celui-ci;
- VU** l'avis émis le 29 février 2024 par la Commission départementale de vidéoprotection ;

CONSIDÉRANT que le système répond aux finalités prévues par la loi, qu'il ne porte pas une atteinte excessive au droit au respect de la vie privée, qu'il présente un intérêt en termes de sécurité ou d'ordre public et que des dispositions ont été prises pour assurer l'information du public sur son existence ;

A R R E T E

Article 1 : Madame LIU QIONG, gérante de l'établissement Fafou – 63 avenue Fontainebleau – 94270 LE KREMLIN-BICÊTRE, est autorisée à installer un système de vidéoprotection comportant **deux caméras intérieures** au sein de celui-ci, dans le respect des dispositions présentées dans son dossier de demande d'autorisation.

Article 2 : Le titulaire de la présente autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai de (Trente jours maximum) : **Quinze jours**.

Le titulaire de la présente autorisation doit donner, par ailleurs, aux personnes susceptibles d'exploiter et de visionner les images, une habilitation spécifique assortie de consignes précises sur la confidentialité qu'il convient de respecter.

Article 4 : L'autorisation est délivrée pour une durée de **cinq ans à compter de la date du présent arrêté**. A l'expiration de cette période, sa validité pourra être prorogée pour une durée égale, dès lors que les conditions exigées par la réglementation en vigueur sont toujours réunies.

Article 5 : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable.

Article 6: Toute personne intéressée peut s'adresser à la gérante afin d'obtenir un accès aux enregistrements qui la concernent ou d'en vérifier la destruction dans le délai prévu.

Article 7 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration.

Article 8 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après mise en demeure de son titulaire de présenter ses observations, être retirée :

- en cas de manquement aux dispositions prévues par les articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 du Code de la sécurité intérieure ;
- en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Article 9 : La présente décision est susceptible d'être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle l'arrêté lui aura été notifié ;
- par les tiers, auxquels cette décision est susceptible de faire grief, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 10 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Fait à Créteil, le 25 mars 2024
Pour la Préfète et par délégation
La Directrice des sécurités
Astrid HUBERT-ALVES-DE-SOUSA



**A R R E T E N°2024/00984
portant autorisation d'un système de vidéoprotection
Abi Stores à Champigny-sur-Marne**

LA PRÉFÈTE DU VAL DE MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 paru au Journal Officiel du 21 août 2007, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à M. Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** la demande n°2023/0688 du 15 décembre 2023, de Monsieur Pavakaran Athith, gérant de l'enseigne Abi Stores – 17 rue Marceau – 93600 Aulnay-sous-Bois, aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection au sein de l'enseigne Abi Stores – 46 bis avenue de la République – 94500 Champigny-sur-Marne;
- VU** l'avis émis le 29 février 2024 par la Commission départementale de vidéoprotection ;

CONSIDÉRANT que le système répond aux finalités prévues par la loi, qu'il ne porte pas une atteinte excessive au droit au respect de la vie privée, qu'il présente un intérêt en termes de sécurité ou d'ordre public et que des dispositions ont été prises pour assurer l'information du public sur son existence ;

A R R E T E

Article 1 : Monsieur Pavakaran Athith, gérant de l'enseigne Abi Stores – 46 bis avenue de la République – 94500 Champigny-sur-Marne, est autorisé à installer un système de vidéoprotection comportant **six caméras intérieures et une caméra extérieure** dans le respect des dispositions présentées dans son dossier de demande d'autorisation.

Article 2 : Les caméras installées doivent être implantées en zone ouverte au public au sens de la réglementation applicable à la vidéoprotection. Elles ne doivent visualiser ni l'intérieur des immeubles d'habitation ni leurs entrées ou doivent être dotées, le cas échéant, d'un système de « floutage ».

Article 3 : Le titulaire de la présente autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai de (30 jours maximum) : **Vingt-huit jours**.

Le titulaire de la présente autorisation doit donner, par ailleurs, aux personnes susceptibles d'exploiter et de visionner les images, une habilitation spécifique assortie de consignes précises sur la confidentialité qu'il convient de respecter.

Article 5 : L'autorisation est délivrée pour une durée de **cinq ans à compter de la date du présent arrêté**. A l'expiration de cette période, sa validité pourra être prorogée pour une durée égale, dès lors que les conditions exigées par la réglementation en vigueur sont toujours réunies.

Article 6 : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable.

Article 7 : Toute personne intéressée peut s'adresser au gérant et prévention des incivilités afin d'obtenir un accès aux enregistrements qui la concernent ou d'en vérifier la destruction dans le délai prévu.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration.

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après mise en demeure de son titulaire de présenter ses observations, être retirée :

- en cas de manquement aux dispositions prévues par les articles L. 223-1 et L251-1 et suivants du Code de la sécurité intérieure ;
- en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Article 10 : La présente décision est susceptible d'être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle l'arrêté lui aura été notifié ;
- par les tiers, auxquels cette décision est susceptible de faire grief, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 11 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Fait à Créteil, le 25 mars 2024
Pour la Préfète et par délégation
La Directrice des sécurités
Astrid HUBERT-ALVES-DE-SOUSA



**A R R E T E N°2024/00985
portant autorisation d'un système de vidéoprotection
Le Balto – à Maisons-Alfort**

LA PRÉFÈTE DU VAL DE MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 paru au Journal Officiel du 21 août 2007, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté n° 2024/00068 du 10 janvier 2024 de la Préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à M. Emmanuel DUPUIS, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** la demande n°2023/0742 du 13 février 2024, de Monsieur XIE Tian, gérant de l'établissement Le Balto – 46 avenue Général Leclerc – 94700 Maisons-Alfort, aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection au sein de celui-ci;
- VU** l'avis émis le 29 février 2024 par la Commission départementale de vidéoprotection ;

CONSIDÉRANT que le système répond aux finalités prévues par la loi, qu'il ne porte pas une atteinte excessive au droit au respect de la vie privée, qu'il présente un intérêt en termes de sécurité ou d'ordre public et que des dispositions ont été prises pour assurer l'information du public sur son existence ;

A R R E T E

Article 1 : Monsieur XIE Tian, gérant de l'établissement Le Balto – 46 avenue Général Leclerc – 94700 Maisons-Alfort, est autorisé à installer un système de vidéoprotection comportant **cinq caméras intérieures** dans le respect des dispositions présentées dans son dossier de demande d'autorisation.

Article 2 : Le titulaire de la présente autorisation tient un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai de (Trente jours maximum) : **Trente jours**.

Le titulaire de la présente autorisation doit donner, par ailleurs, aux personnes susceptibles d'exploiter et de visionner les images, une habilitation spécifique assortie de consignes précises sur la confidentialité qu'il convient de respecter.

Article 4 : L'autorisation est délivrée pour une durée de **cinq ans à compter de la date du présent arrêté**. A l'expiration de cette période, sa validité pourra être prorogée pour une durée égale, dès lors que les conditions exigées par la réglementation en vigueur sont toujours réunies.

Article 5 : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable.

Article 6 : Toute personne intéressée peut s'adresser au gérant afin d'obtenir un accès aux enregistrements qui la concernent ou d'en vérifier la destruction dans le délai prévu.

Article 7 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration.

Article 8 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après mise en demeure de son titulaire de présenter ses observations, être retirée :

- en cas de manquement aux dispositions prévues par les articles L.251-1 et suivants, et R.252-3 du Code de la sécurité intérieure ;
- en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Article 9 : La présente décision est susceptible d'être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle l'arrêté lui aura été notifié ;
- par les tiers, auxquels cette décision est susceptible de faire grief, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 10 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet de la Préfète du Val-de-Marne et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Fait à Créteil, le 25 mars 2024
Pour la Préfète et par délégation
La Directrice des sécurités
Astrid HUBERT-ALVES-DE-SOUSA



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2024/00986 du 25 mars 2024

**portant ouverture d'une enquête publique unique
préalable à la déclaration d'utilité publique
emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Villeneuve-Saint-Georges
et parcellaire dans le cadre du projet de renaturation des berges de l'Yerres
sur le territoire de la commune de Villeneuve-Saint-Georges**

LA PRÉFÈTE DU VAL-DE-MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L. 110-1, L. 131-1, L. 132-1, R. 111-1, R. 112-4, R. 131-1 à R. 131-14 ;
- VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- VU** le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.153-54 et suivants et R. 153-13 et suivants ;
- VU** la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 modifiée fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ;
- VU** le décret n°55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et notamment ses articles 5 et 6 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2007-785 du 10 mai 2007 modifié portant création de l'Établissement public d'aménagement « Orly-Rungis Seine-Amont » (EPA – ORSA) ;
- VU** le décret n° INTA2104596D du 10 février 2021 portant nomination de Mme Sophie THIBAUT en qualité de Préfète du Val-de-Marne ;
- VU** l'arrêté de la ministre de la Transition écologique du 9 septembre 2021 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement ;
- VU** la délibération n° CA41-2018-04 du 12 juillet 2018 du conseil d'administration d'EPA ORSA autorisant l'établissement à prendre l'initiative d'un projet de renaturation des berges de l'Yerres ;

- VU** la délibération n° CA54-2022-04 du 9 mars 2022 du conseil d'administration d'EPA ORSA approuvant le bilan de la concertation préalable à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Villeneuve-Saint-Georges et autorisant son directeur général à solliciter auprès de la Préfète du Val-de-Marne l'ouverture d'une enquête publique unique préalable à la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Villeneuve-Saint-Georges ainsi qu'une enquête parcellaire, dans le cadre du projet de renaturation des berges de l'Yerres sur le territoire de la commune de Villeneuve-Saint-Georges ;
- VU** la délibération n°22.5.16 du 7 décembre 2022 du conseil municipal de la commune de Villeneuve-Saint-Georges dans le cadre de l'évaluation environnementale du projet de renaturation des berges de l'Yerres à Villeneuve-Saint-Georges ;
- VU** la délibération n°2022-12-13_3034 du conseil territorial de l'établissement public territorial « Grand-Orly Seine Bièvre » en date du 13 décembre 2022 dans le cadre de l'évaluation environnementale du projet de renaturation des berges de l'Yerres ;
- VU** l'avis délibéré n° 2022-81 du 8 décembre 2022 de l'Autorité environnementale (IGEDD) sur le projet de renaturation des berges de l'Yerres à Villeneuve-Saint-Georges avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Villeneuve-Saint-Georges ;
- VU** le mémoire en réponse de l'établissement public d'aménagement Orly-Rungis-Seine-Amont (EPA ORSA) de février 2023 à l'avis de l'Autorité environnementale du 8 décembre 2022 ;
- VU** le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées du 12 juillet 2023 portant sur la mise en compatibilité du PLU de la commune de Villeneuve-Saint-Georges dans le cadre du projet de renaturation des berges de l'Yerres ;
- VU** l'avis du conseil départemental du Val-de-Marne en date du 11 août 2023 portant sur la mise en compatibilité du PLU de la commune de Villeneuve-Saint-Georges dans le cadre du projet de renaturation des berges de l'Yerres ;
- VU** le courrier en date du 28 juillet 2022 de l'établissement public d'aménagement Orly-Rungis-Seine-Amont (EPA ORSA), sollicitant l'ouverture d'une enquête publique unique préalable à la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Villeneuve-Saint-Georges ainsi qu'une enquête parcellaire, dans le cadre du projet de renaturation des berges de l'Yerres sur le territoire de la commune de Villeneuve-Saint-Georges ;
- VU** la décision n°E24000012/77 du 4 mars 2024 du Tribunal Administratif de Melun portant désignation de Monsieur Jean-Pierre SPILBAUER en qualité de commissaire enquêteur et de Madame Aïcha HAMMOU en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;
- VU** les dossiers d'enquête publique de DUP, de mise en compatibilité du PLU de la commune de Villeneuve-Saint-Georges et d'enquête parcellaire ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

Il sera procédé, sur le territoire de la commune de Villeneuve-Saint-Georges, à une enquête publique unique préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Villeneuve-Saint-Georges ainsi qu'une enquête parcellaire, dans le cadre du projet de renaturation des berges de l'Yerres.

L'objectif du projet de renaturation des berges de l'Yerres avec restauration de ses zones humides est de créer en cœur de ville de Villeneuve-Saint-Georges, un espace naturel de 10,6 ha grâce à l'extension de la zone naturelle non-constructible sur le quartier résidentiel Belleplace-Blandin.

Ce projet permettra de réduire le risque inondation sur un secteur particulièrement vulnérable aux épisodes de crue car situé en zone rouge et orange du Plan de prévention du risque inondation, et de réhabiliter et préserver la rivière et ses abords, qui sont des milieux humides favorables au développement de la biodiversité.

L'enquête publique se déroulera **du lundi 22 avril 2024 au vendredi 24 mai 2024 à 17h00**, pendant 33 jours consécutifs, à l'hôtel de ville - Place Pierre Sépard - 94 190 VILLENEUVE-SAINT-GEORGES.

À l'issue de l'enquête publique unique, ce projet de renaturation des berges de l'Yerres est susceptible de faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Villeneuve-Saint-Georges, prise par arrêté préfectoral au profit d'EPA ORSA et d'un arrêté préfectoral de cessibilité.

ARTICLE 2

Le porteur de projet est l'établissement public d'aménagement Orly-Rungis-Seine Amont (EPA ORSA) dont le siège est situé 2 avenue Jean JAURES 94 600 CHOISY-LE-ROI.

ARTICLE 3

Le siège de l'enquête publique est fixé à la mairie de Villeneuve-Saint-Georges, à l'Hôtel de ville situé Place Pierre Sépard - 94 190 VILLENEUVE-SAINT-GEORGES.

ARTICLE 4

Monsieur Jean-Pierre SPILBAUER, ancien élu de la commune de Bry-sur-Marne à la retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Tribunal administratif de Melun. Madame Aïcha HAMMOU, responsable en ressources humaines à la retraite a été désignée par ce même tribunal en qualité de suppléante et interviendra pour remplacer Monsieur Jean-Pierre SPILBAUER, en cas d'empêchement de ce dernier.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites et orales, au rez-de-chaussée de l'Hôtel de Ville de la mairie de Villeneuve-Saint-Georges, pendant les permanences suivantes :

- Mercredi 24 avril 2024 de 9h à 12h
- Jeudi 2 mai 2024 de 14h à 17h
- Mercredi 15 mai 2024 de 14h à 17h
- Vendredi 24 mai 2024 de 14h à 17h

ARTICLE 5

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique unique, un avis d'ouverture d'enquête sera publié en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département du Val-de-Marne, au frais du porteur de projet. Cet avis sera rappelé dans les mêmes journaux, dans les huit premiers jours de début d'enquête.

Cet avis sera publié, 15 jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, par voie d'affichages, sur les panneaux administratifs de la mairie de Villeneuve-Saint-Georges et éventuellement par tout autre procédé, sur le territoire de la commune de Villeneuve-Saint-Georges (sur le site du projet et sur les panneaux administratifs de la ville). Les affiches devront être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du 9 septembre 2021 susvisé, visibles et lisibles de la voie publique. Cet affichage incombe au maire qui en certifiera l'accomplissement à l'issue de l'enquête publique unique.

Cet avis sera également mis en ligne sur le portail internet des services de l'État dans le Val-de-Marne :

- <https://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-et-concertations-prealables>

ARTICLE 6

La notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête à la mairie sera faite sous pli recommandé avec demande d'avis de réception aux propriétaires figurant sur la liste établie dans les conditions prévues à l'article R.131-3 du code de l'expropriation.

En cas de domicile inconnu, la notification sera faite en double copie au maire de la commune de Villeneuve-Saint-Georges, qui en fera afficher une, et, le cas échéant, aux locataires.

Les envois devront être effectués au moins quinze jours avant la date d'ouverture de l'enquête, pour tenir compte du délai de retrait des plis recommandés.

ARTICLE 7

Les propriétaires auxquels notification du dépôt du dossier à la mairie est faite par l'expropriant sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité telles qu'elles sont énumérées aux articles 5 et 6 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière ou, à défaut de ces indications, de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

- en ce qui concerne les personnes physiques : les noms, prénoms dans l'ordre de l'état civil, domicile, date et lieu de naissance et profession des parties, ainsi que le nom de leur conjoint avec, éventuellement, la mention « veuf ou veuve de... » ;

- en ce qui concerne les sociétés, associations, syndicats et autres personnes morales : leur dénomination et, pour toutes les sociétés, leur forme juridique, leur siège social et la date de leur constitution définitive ;

- pour les sociétés commerciales : leur numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ;

- pour les associations : leur siège, la date et le lieu de leur déclaration ;

- pour les syndicats : leur siège, la date et le lieu de dépôt de leurs statuts ;

À défaut de ces indications, les intéressés auxquels la notification est faite seront tenus de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

ARTICLE 8

Pendant la durée de l'enquête unique, le public pourra consulter le dossier d'enquête (jusqu'au 24 mai 2024 à 17 h) :

- à la mairie de Villeneuve-Saint-Georges – Hôtel de ville, Place Pierre Semard – 94 190 Villeneuve-Saint-Georges, aux jours et heures d'ouverture habituels des services au public (fermé le jeudi matin) ;
- sur le site dédié à l'enquête accessible à cette adresse : <https://www.registre-numerique.fr/projet-renaturation-des-berges-de-l-yerres>
- sur rendez-vous à la préfecture du Val-de-Marne (direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique – 21-29 avenue du Général de Gaulle 94 038 Créteil Cedex) au 3^e étage (pièce 337) du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00, la prise de rendez-vous s'effectuant par courriel : pref-enquetepublique@val-de-marne.gouv.fr

Le public pourra formuler ses observations (jusqu'au 24 mai 2024 à 17 h) :

- sur les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur et disponibles à l'accueil de l'Hôtel de ville aux jours et heures d'ouverture habituels des services au public (fermé le jeudi matin). Le premier registre concerne l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Villeneuve-Saint-Georges, le second registre concerne l'enquête parcellaire.
- sur le registre électronique en ligne accessible à l'adresse de consultation du dossier en ligne : <https://www.registre-numerique.fr/projet-renaturation-des-berges-de-l-yerres> ou via le site internet de la préfecture du Val-de-Marne ;
- par voie électronique : projet-renaturation-des-berges-de-l-yerres@mail.registre-numerique.fr
- ou par correspondance, au siège de l'enquête, à l'attention de Monsieur Jean-Pierre SPILBAUER, commissaire enquêteur ;

Les contributions reçues par correspondance et par voie électronique seront annexées au registre d'enquête et tenues à la disposition du public, dans les meilleurs délais, au siège de l'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête le commissaire-enquêteur peut auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet.

ARTICLE 9

À l'expiration du délai d'enquête, les registres seront mis sans délai à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Dès réception des registres et des documents annexés, celui-ci rencontrera, dans la huitaine, le porteur de projet pour lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera alors d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Dans le délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, à la Préfète du Val-de-Marne, le dossier d'enquête accompagné des registres et des pièces annexées, de son rapport et de ses conclusions motivées, en précisant si celles-ci sont favorables, défavorables ou favorables avec réserves. Ce délai pourra être reporté sur demande motivée du commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à Madame la Présidente du Tribunal administratif de Melun.

Un certificat d'affichage sera établi par le maire de Villeneuve-Saint-Georges et transmis à la préfecture du Val-de-Marne.

Ces opérations devront être terminées au plus tard dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête.

ARTICLE 10

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, en mairie de Villeneuve-Saint-Georges – direction de l'aménagement et de l'environnement – accueil général du public – 22 rue Balzac 94190 Villeneuve-Saint-Georges et à la préfecture du Val-de-Marne (DCPPAT/BEPUP) sur rendez-vous et aux jours et heures habituels d'ouverture des services au public.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront, en outre, publiées sur le site internet de la préfecture du Val-de-Marne, à l'adresse suivante :

- <https://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-et-concertations-prealables>

ARTICLE 11

Si le commissaire enquêteur propose, en accord avec l'expropriant, un changement au projet et si le changement rend nécessaire l'expropriation de nouvelles surfaces de terrain bâties ou non bâties, avertissement en sera donné collectivement et individuellement dans les conditions fixées aux articles 6 et 7 du présent arrêté, aux propriétaires qui seront tenus de se conformer aux dispositions de l'article 7 ci-dessus.

Pendant un délai de 8 jours à dater de cet avertissement, le procès-verbal et le dossier resteront déposés à la mairie, les intéressés pouvant formuler leurs observations.

À l'expiration de ce délai de 8 jours, le commissaire enquêteur fera connaître à nouveau dans un délai maximum de 8 jours ses conclusions et transmettra à la Préfète du Val-de-Marne, le dossier accompagné de son avis.

ARTICLE 12

L'indemnisation du commissaire enquêteur ainsi que les frais d'affichage et de publication sont à la charge de l'établissement public d'aménagement Orly-Rungis-Seine-Amont (EPA ORSA).

ARTICLE 13

Le présent arrêté est consultable sur le portail internet des services de l'État dans le Val-de-Marne à l'adresse suivante :

<https://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-et-concertations-prealables>

ARTICLE 14

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne, la sous-préfète de l'Haÿ-les-Roses, le président de l'Établissement Public Territorial « Grand Orly Seine Bièvre », le maire de Villeneuve-Saint-Georges, le directeur général de l'établissement public d'aménagement Orly-Rungis-Seine-Amont (EPA ORSA) et Monsieur Jean-Pierre SPILBAUER et Madame Aïcha HAMMOU, commissaires enquêteurs, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

La Préfète du Val-de-Marne

SIGNE

Sophie THIBAUT



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement, de l'Aménagement
et des Transports d'Île-de-France**

Arrêté DRIEAT-IDF N°2024-0207

Portant modification des conditions de circulation des véhicules de toutes catégories sur l'avenue de la Pompadour et l'avenue Victor Hugo (**RD86**) entre le chemin des Bœufs et la rue Pasteur, dans les deux sens de circulation, sur les communes de Créteil et Choisy-le-Roi, pour la continuité des travaux d'installation de câbles HTA.

La Préfète du Val-de-Marne

Officier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2215-1, L.2521-1 et L.2521-2 ;

Vu le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 ;

Vu le code de la route, notamment les articles L.110-3, L. 411-5 et R.411-8-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure notamment son article L.131-4 ;

Vu le code de la voirie routière notamment les articles L.115-1 et R*.152-1 ;

Vu l'ordonnance générale du 1er juin 1969 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique toujours en vigueur dans le Val-de-Marne ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 (modifié) relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2009-615 du 03 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation ;

Vu le décret du 10 février 2021 portant nomination de Madame Sophie Thibault en qualité de préfète du Val-de-Marne (hors classe) ;

Vu le décret n°2021-261 du 10 mars 2021 relatif à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 (modifié) relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 07 juin 1977 et ses annexes ;

Vu l'arrêté ministériel du 08 juillet 2022 portant nomination de Madame Emmanuelle Gay en qualité de directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté n°2022-02608 du 21 juillet 2022 de la préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu la décision DRIEAT-IdF 2023-1122 du 29 février 2024 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France portant subdélégation de signature en

matière administrative ;

Vu la note du 02 février 2024, de la ministre déléguée auprès du ministre de la transition écologique en charge des transports, fixant le calendrier des « jours hors chantiers » de l'année 2024 et du mois de janvier 2025 ;

Vu l'arrêté DRIEAT-IdF n°2023-0863 du 19 octobre 2023 portant modification des conditions de circulation des véhicules de toutes catégories sur l'avenue de la Pompadour et l'avenue Victor Hugo (RD86) entre le carrefour Pompadour et la rue Pasteur, dans les deux sens de circulation, sur les communes de Créteil et Choisy-le-Roi, pour la réalisation des travaux d'installation de câbles HTA, du 23 octobre 2023 au 23 février 2024 ;

Vu l'avis de la mairie de Créteil, du 27 février 2024 ;

Vu l'avis du directeur territorial de la sécurité de proximité du Val-de-Marne, du 05 mars 2024 ;

Vu l'avis du service espace public du conseil départemental du Val-de-Marne, du 12 mars 2024 ;

Vu l'avis de la mairie de Choisy-le-Roi, du 14 mars 2024 ;

Vu l'avis du président directeur de la RATP, du 22 mars 2024 ;

Vu la demande transmise le 22 mars 2024 par le service espace public du conseil départemental du Val-de-Marne, suite à la demande formulée le 20 février 2024 par l'entreprise ECR;

Considérant que ces sections de la RD86 à Créteil et Choisy-le-Roi sont classées dans la nomenclature des voies à grande circulation ;

Considérant que la continuité des travaux d'installation de câbles HTA nécessitent de prendre des mesures de restriction de circulation afin d'assurer la sécurité des usagers et des agents appelés à intervenir ;

Sur proposition de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France :

ARRÊTE

Article 1

À compter de la date de signature du présent arrêté jusqu'au vendredi 07 juin 2024, a lieu la continuité des travaux d'installation de câbles HTA entraînant des restrictions de la circulation sur l'avenue de la Pompadour et l'avenue Victor Hugo (RD86) entre le chemin des Bœufs et la rue Pasteur, dans les deux sens de circulation, à Créteil et Choisy-le-Roi.

Article 2

Ces travaux sur la RD86 sont réalisés en plusieurs phases selon les restrictions de la circulation suivante :

Planches 1-2-3 / phases 3.1-3.2 avenue de la Pompadour au droit du chemin des Bœufs, dans le sens de circulation Choisy-le-Roi / Créteil, travaux de nuit (22h00 – 06h00) semaine 14 :

- Fermeture depuis le chemin des Bœufs à l'accès de l'avenue de la Pompadour, déviation mise en place par le chemin des Bœufs, le chemin des Marais, l'avenue de la Pompadour, l'avenue Victor Hugo demi-tour au carrefour avenue Victor Hugo / rue Lucie ;
- Fermeture à l'accès au chemin des Bœufs, déviation mise en place par l'avenue de la Pompadour, demi-tour au carrefour Pompadour, avenue de la Pompadour et le chemin des Marais ;
- Neutralisation des traversées piétonnes et piste cyclable au droit des travaux, maintien du cheminement des piétons sur piste cyclable, cyclistes déviés dans la circulation générale.

Planches 4-5-6 / phases 4, 5 et 6 avenue de la Pompadour et avenue Victor Hugo et (RD86) entre le chemin des Bœufs et l'entrée principale du Parc Interdépartemental des Sports, dans le sens de circulation Choisy-le-Roi / Créteil, balisage 24h/24h, semaine 14 :

- Neutralisation partielle du trottoir (piste cyclable) à l'angle du chemin des Bœufs avec maintien du cheminement des piétons et cyclistes déviés dans la circulation générale ;
- Maintien des traversées piétonnes ;
- Neutralisation de la voie piste cyclable sanitaire et du stationnement, cyclistes déviés dans la circulation générale ;
- Maintien du cheminement des piétons ;
- Accès chantier gérés par homme trafic à l'avancement des travaux.

Planche 8 / phases 10 et 11 (la 9 est communale) avenue Victor Hugo entre la rue Maryse Bastié et la rue de L'Épargne, dans les deux sens de circulation, balisage 24h/24h, semaines 17 à 20 :

Au droit des travaux dans le sens de circulation Créteil / Choisy-le-Roi :

- Neutralisation de la voie piste cyclable sanitaire, cyclistes déviés dans la circulation générale ;
- Neutralisation du stationnement ;
- Maintien du cheminement des piétons sécurisé ;
- Accès chantier gérés par homme trafic à l'avancement des travaux.

Au droit des travaux dans le sens de circulation Choisy-le-Roi / Créteil :

- Neutralisation de la voie piste cyclable sanitaire, cyclistes déviés dans la circulation générale ;
- Neutralisation du stationnement ;
- Neutralisation du trottoir, cheminement piétons dévié sur la chaussée neutralisée à cet effet ;
- Accès chantier gérés par homme trafic à l'avancement des travaux.

Planches 2 et 1 Restructuration Sucy 11-12 / phases 1 et 2-3-4 avenue Victor Hugo entre la rue de l'Alsace Lorraine et la rue Pasteur, dans les deux sens de circulation, balisage 24h/24h, semaines 18 à 23 :

- Fermeture à l'accès de la rue d'Alsace Lorraine, déviation mise en place par l'avenue Victor Hugo, la rue Noël et la rue Jean Baudin ;
- Neutralisation de la voie piste cyclable sanitaire et du stationnement dans le sens de circulation Choisy-le-Roi / Créteil ;
- Cyclistes déviés dans la circulation générale ;
- Maintien du cheminement des piétons sécurisé et des traversées piétonnes ;
- Accès chantier gérés par homme trafic à l'avancement des travaux.

Au droit du n°32 bis, traversée de chaussée (2-3-4) :

- Neutralisation de la voie piste cyclable sanitaire, de la voie de gauche et des voies TVM successivement, dans chaque sens de circulation, les bus TVM sont gérés par alternat panneaux sens prioritaire (B15 et C18) ;
- Cyclistes déviés dans la circulation générale ;
- Maintien du cheminement des piétons sécurisé.

Article 3

La vitesse au droit du chantier est réduite à 30 km/h.

La libre circulation des transports exceptionnels est assurée, ainsi que celle des véhicules de secours (police, pompiers, SAMU).

Article 4

La signalisation temporaire et les travaux sont réalisés par les entreprises :

- EURO CABLES TRAVAUX
5 rue Gay Lussac 94430 Chennevières-sur-Marne
Contact : Monsieur Samuel Gibert
Téléphone : 06 17 68 37 32
Courriel : samuel.gibert@societe-ecr.fr
- JEAN LEFEBVRE
20 rue Edith Cavell 94400 Ivry-sur-Seine
Contact : Monsieur Umut Kus
Téléphone : 07 63 06 00 29

Les travaux sont réalisés pour le compte de :

- ENEDIS IDF EST
12 rue du Centre 93160 Noisy le Grand
Contact : Monsieur Julien Queguineur
Téléphone : 07 86 60 32 21

La fourniture, la pose et l'entretien de la signalisation temporaire sont réalisés par l'entreprise chargée du balisage conformément aux dispositions du code de la route.

Le balisage et la signalisation mis en œuvre sont conformes aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière et au manuel du chef de chantier (signalisation temporaire – édition du SETRA ou du CEREMA).

Le contrôle est assuré par :

- Département du Val de Marne / DVM / SEP / SEE EST et OUEST
Contact : Monsieur Alain Sama
Téléphone : 0772500222
Courriel : alain.sama@valdemarne.fr

Article 5

Le stationnement et l'arrêt de véhicules sont considérés comme gênants au droit des travaux conformément à l'article R417-10 du code de la route.

Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6

Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès de la préfète du Val-de-Marne, adressé à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, le Ponant II - 27/29 rue Leblanc, 75015 Paris Cedex 15 ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;
Le directeur territorial de la sécurité de proximité du Val-de-Marne ;
Le président du conseil départemental du Val-de-Marne ;
Le président directeur général de la RATP ;
Le maire de Créteil ;
Le maire de Choisy-le-Roi ;

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne et dont copie sera adressée au commandant de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et au directeur du SAMU.

Fait à Paris, le 25 mars 2024

Pour la Préfète et par subdélégation,
Le Chef de l'Unité Circulation Routière

Guillaume THUAULT

Direction interrégionale des services pénitentiaires de PARIS

Centre pénitentiaire de Fresnes

A Fresnes, le 22 mars 2024

Arrêté CPF 2024/01 portant délégation de signature

Vu le code pénitentiaire, notamment ses article(s) R. 113-66 et R. 234-1 ;
Vu l'article 1^{er} du décret n° 2019-1427 du 23 décembre 2019 ;
Vu le décret n°2014-477 du 13 mai 2014 relatif à la fouille des personnes détenues et à la délégation de signature du chef d'établissement pénitentiaire ;
Vu la loi n°2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale ;
Vu l'article 30 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'article 7 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 ;
Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du **11/06/2019** nommant **Monsieur Jimmy DELLISTE** en qualité de chef d'établissement du centre pénitentiaire de Fresnes.

Monsieur Jimmy DELLISTE, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Fresnes

ARRETE :

Article 1^{er} : Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Asmaa LAARRAJI-RAYMOND**, directrice des services pénitentiaires hors classe, adjointe au directeur au centre pénitentiaire de Fresnes aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 2^o : Délégation permanente de signature est donnée au directeurs et directrices des services pénitentiaires du centre pénitentiaire de Fresnes aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

- **Monsieur Julien BERNARD**
- **Madame Marguerite DE-VILLECHABROLLE**
- **Madame Aurélie GUIVARCH**
- **Monsieur Franck LAMY**
- **Madame Isabelle MICHEL**

Article 3^o : Délégation de signature est donnée **uniquement lors des astreintes et lors des intérim**s à la directrice d'insertion et de probation Madame **Marie ROIG** du centre pénitentiaire de Fresnes aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 4^o : Délégation de signature est donnée **uniquement lors des astreintes** à l'attaché principal Monsieur **Mourad BOUGHANDA** et à la directrice des ressources humaines Madame

Tania ZAMORE du centre pénitentiaire de Fresnes aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document.

Article 5 °: Délégation permanente de signature est donnée aux chefs des services pénitentiaires du centre pénitentiaire de Fresnes, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

- **Monsieur Garry AUBATIN**
- **Madame Halima BENALI**
- **Monsieur José BROWN**
- **Monsieur Said CHAIB-EDDOUR**
- **Monsieur Boury DIOUF**
- **Monsieur Frédéric HAUPAIS**
- **Monsieur Jérémie JACQUART**
- **Madame Anne LEVEUGLE**
- **Madame Sabrina PICARD**
- **Monsieur Valéry WALDRON**

Article 6°: Délégation permanente de signature est donnée aux officiers du centre pénitentiaire de Fresnes, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

- **Monsieur Akoki AEMBE**
- **Monsieur Mboma-Mburu BANGA**
- **Monsieur Olivier BATRET**
- **Madame Manon BICIACCI**
- **Madame Sandra BINGUE**
- **Monsieur Thierry-Michel CARPENTIER**
- **Madame Nathalie CIMIA**
- **Madame Juliette DEBEUX**
- **Monsieur Samuel ETENAT**
- **Madame Zita FIARI-WALDRON**
- **Monsieur Stéphane FONTAINE-DONATIEN**
- **Monsieur Stéphane GIRAUX**
- **Monsieur Franck JEAN-BAPTISTE**
- **Monsieur Sory KOUYATE**
- **Madame Marine LAVIGNE**
- **Madame Solène LIBLIN**
- **Monsieur Paul MANIJEAN**
- **Madame Véronique MAUMUS**
- **Monsieur Cyrille MULLER**
- **Monsieur Billy NEVEU**
- **Monsieur Frédéric N KOUOSSA**
- **Monsieur Charly NOEL**
- **Monsieur Joseph OUEDRAOGO-JABELY**
- **Madame Cécile RADEGONDE**
- **Monsieur Mostafa SELLAH**
- **Madame Amélie SIMON**
- **Madame Gwenaëlle URCEL**
- **Monsieur Loïc YAHIA**

Article 7°: Délégation permanente de signature est donnée aux premiers surveillants du centre pénitentiaire de Fresnes, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document,

correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

- Monsieur Franck ACHOUN
- Madame Roberte APRELON
- Monsieur Gaétan AUBATIN
- Monsieur Sitha BAKAYOKO
- Monsieur Jonathan BARCLAIS
- Madame Valérie BEAUZOR
- Madame Pascale BINET
- Monsieur Walter BOISSAT
- Monsieur Sébastien CROMBECQUE
- Monsieur Olivier CHAMBRE
- Madame Fatna CHARA
- Monsieur André CUPIDON
- Monsieur François DALMAT
- Monsieur Alain DECEBAL
- Monsieur Kevin DIENST
- Madame Corinne DYVRANDE
- Madame Erika ESTHER
- Monsieur Yann FEVAL
- Monsieur Erwann FLOCH
- Monsieur Mathurin GASCHET
- Monsieur Aurélien GEORGES
- Monsieur Bruno HABRAN
- Monsieur Moussilimou HALIDI
- Monsieur Franck HORTH
- Monsieur Ahamadi ISSOUF
- Monsieur Loic JOSEPH
- Monsieur Bruno JORION
- Monsieur Christophe LAMAC
- Monsieur Guillaume LEPRETRE
- Monsieur Jean-Sébastien LILLE
- Madame Morgane LOUISON-FRANCOIS
- Madame Karine MACHILLOT
- Madame Fadellah MANSRI
- Monsieur Benoit MARIE
- Madame Hélène MARTINET
- Monsieur Dimitri MATHURIN
- Monsieur Pascal MAUSSION
- Madame Maguy MODESTE
- Monsieur Yovann MOROSE
- Monsieur Stéphane NOEL
- Monsieur Claude PAGE
- Monsieur Yvon POMALEGNI
- Monsieur Andy POULLET
- Monsieur Romy ROMIL
- Madame Myriam ROSE
- Monsieur Stéphane ROTH
- Monsieur Olivier RUFFINE
- Monsieur Samuel SALOMON
- Monsieur Manuel THELEMAQUE
- Monsieur Fabrice TRICHET

Article 8°: Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département dans lequel l'établissement a son siège à la préfecture du Val-De-Marne et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Le chef d'établissement,

Jimmy DELLISTE

Annexe de l'arrêté N°CPF 2024/01 portant délégation de signature au 22 mars 2024

Le Chef d'établissement donne délégation de signature, en application du code pénitentiaire (R.113-66 ; R234-1) et d'autres textes ;

| Décisions concernées | Sources : code pénitentiaire | Adjointe au chef d'établissement | Directeurs des services pénitentiaires et adjointe au CNE | Attaché d'administration durant astreinte | Chefs de service pénitentiaire, commandant pénitentiaire et personnel de commandement d'astreinte (niveau 3) | Personnel de commandement | Majors et premiers surveillants |
|---|-----------------------------------|----------------------------------|---|---|--|---------------------------|---------------------------------|
| Autoriser les visites de l'établissement pénitentiaire | R. 113-66 D. 222-2 | x | x | | | | |
| Opposer un refus à l'entrée des journalistes accompagnant les parlementaires visant l'établissement et décider de mettre fin à tout moment à leur visite pour des motifs de sécurité | R.132-1 | x | x | x | | | |
| Déterminer la zone interdite à la prise de son et d'image par les journalistes accompagnant la visite des parlementaires pour des motifs tenant au bon ordre et à la sécurité | R.132-2 | x | x | x | | | |
| Vie en détention | | | | | | | |
| Elaborer et adapter le règlement intérieur type | R.112-22 R.112-23 | x | x | | x | x | |
| Désigner des membres de la CPU | D.211-36 | x | | | | | |
| Elaborer le parcours d'exécution de la peine, définir les modalités de prise en charge individualisées et prendre les décisions de placement dans des régimes de détention différenciés | L.211-5 | x | x | | x | x | |
| Présider une CPU | D.211-34 | x | x | | x | x | |
| Prendre les mesures d'affectation des personnes détenues en cellule | R. 113-66 | x | x | x | x | x | x |
| Prendre des mesures d'affectation en CproU | R. 113-66 | x | x | x | x | x | x |
| Désigner les personnes détenues à placer ensemble en cellule en cas d'impossibilité d'encellulement individuel | D.213-1 | x | x | x | x | x | x |
| Affecter des personnes détenues malades dans des cellules adaptées à proximité de l'Unité sanitaire | D. 115-5 | x | x | x | x | x | x |
| Désigner les personnes détenues autorisées à participer à des activités | D.414-4 | x | x | | x | x | |
| Traitement des requêtes pour les recours gracieux des personnes détenues | R. 314-1 | x | x | | x | x | |
| Doter une personne d'une DPU (dotation de première urgence) | R.332-44 | x | x | x | x | x | x |
| S'opposer à la désignation d'un aidant choisi par une personne détenue | R. 322-35 | x | x | x | x | | |
| Mesures de contrôle et de sécurité | | | | | | | |
| Déterminer les modalités d'une escorte (composition, moyens de contrainte, précautions prises en vue d'éviter les évasions et autres incidents lors d'un transfèrement ou d'une extraction) | D.215-5 | x | x | x | x | x | |
| Donner tous renseignements utiles au préfet pour le mettre en mesure de prescrire l'escorte et la garde du détenu hospitalisé par les FSI et | D.394 du code de procédure pénale | x | x | x | x | x | |

| | | | | | | | |
|---|-------------------------------------|---|---|---|---|---|---|
| arrêter les mesures propres à éviter tout incident compte tenu de sa personnalité | | | | | | | |
| Constituer l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif en désignant nommément ceux des agents figurant sur la liste précitée. | D.215-17 | x | x | x | x | x | |
| Appeler les forces de l'ordre pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité | D. 221-2 | x | x | x | x | | |
| Utiliser des armes dans les locaux de détention : | R.227-1 | x | x | | x | | |
| sur les secteurs des quartiers maison d'arrêt | R.227-2 | x | x | | x | | |
| sur le quartier pour peines aménagées de Villejuif | | x | x | | x | | |
| sur le secteur de l'Unité hospitalière sécurisée interrégionale | | x | x | | x | | |
| sur le secteur de l'unité hospitalière spécialement aménagée | | x | x | | x | | |
| Retirer à une personne détenue pour des motifs de sécurité des objets et vêtements habituellement laissés en leur possession ainsi que des médicaments, matériels et appareillages médicaux | R.113-66 R.332-44 | x | x | x | x | x | x |
| Retenir un équipement informatique appartenant à une personne détenue | R.332-41 | x | x | | x | | |
| Décider de procéder à la fouille des personnes détenues | R.113-66 R.225-1 et suivants | x | x | x | x | x | x |
| Demander une investigation corporelle interne au procureur de la République | R. 225-4 | x | x | x | x | | |
| Employer des moyens de contrainte à l'encontre d'une personne détenue | R.113-66 R.226-1 | x | x | x | x | x | x |
| Discipline | | | | | | | |
| Placer à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement | R.234-19 | x | x | x | x | x | x |
| Suspendre à titre préventif de l'activité professionnelle | R.234-23 | x | x | x | x | x | x |
| Engager des poursuites disciplinaires | R.234-14 | x | x | | x | x | |
| Présider la commission de discipline | R.234-2 | x | x | | x | x | |
| Elaborer le tableau de roulement des assesseurs extérieurs | R.234-8 | x | x | | x | x | |
| Demander le retrait de l'habilitation d'un assesseur de la commission de discipline | R.234-6 | x | x | | x | x | |
| Désigner des membres assesseurs de la commission de discipline | R.234-6 | x | x | | x | x | |
| Prononcer des sanctions disciplinaires | R.234-3 | x | x | | x | x | |
| Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires | R.234-32 à R.234-40 | x | x | | x | | |
| Dispenser l'exécution, la suspension ou le fractionnement des sanctions | R.234-41 | x | x | | x | | |
| Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R.234-26 | x | x | | x | x | |
| Isolement | | | | | | | |
| Rédiger un rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement | R. 213-24 R. 213-25 R. 213-27 | x | x | | x | x | |
| Placer provisoirement à l'isolement des personnes détenues en cas d'urgence | R. 213-22 | x | x | | x | | |

| | | | | | | | |
|---|-------------------------------------|---|---|---|---|---|--|
| Placer initialement des personnes détenues à l'isolement et premier renouvellement de la mesure | R. 213-23 R. 213-27 R. 213-31 | x | x | | x | x | |
| Proposer de prolonger la mesure d'isolement, et transmettre à la DISP lorsque la décision relève de la compétence de la DISP ou du ministère de la justice | R. 213-21 R. 213-27 | x | x | | x | x | |
| Lever la mesure d'isolement | R. 213-29 R. 213-33 | x | x | | x | | |
| Désigner d'un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française pour transmettre les informations et recueillir ses observations sur la procédure d'isolement. | R. 213-21 | x | x | | x | x | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire | R. 213-18 | x | x | | x | x | |
| Autorisation une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement | R. 213-18 | x | x | | x | x | |
| Décider de ne pas communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires | R. 213-21 | x | x | | x | x | |
| Quartier spécifique QPR | | | | | | | |
| Informar la personne détenue par écrit des motifs sous-tendant la mesure de placement au QPR envisagée, l'informer du déroulement de la procédure (possibilité de présenter des observations écrites, orales avec l'assistance u non d'un avocat) et recueillir ses observations orales ainsi que, le cas échéant, celles de son avocat | R. 224-19 | x | x | | x | x | |
| Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 224-19 | x | x | | x | x | |
| Prendre des mesures de sécurité individualisées à l'égard d'une personne détenue placée en QPR | R. 224-16 | x | x | x | x | x | |
| Décider que le culte et les promenades seront exercées séparément des autres détenus placés en QPR chaque fois que des impératifs de sécurité ou de maintien de l'ordre l'exigent | R. 224-17 | x | x | x | x | x | |
| Gestion du patrimoine des personnes détenues | | | | | | | |
| Fixer la somme que les personnes détenues placées en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, sont autorisées à détenir | D.424-4 | x | x | | x | x | |
| Autoriser une personne condamnée bénéficiant d'un aménagement de peine sous écrou à disposer de tout ou partie des sommes constituant le pécule de libération | D.424-3 | x | x | | | | |
| Autoriser pour les condamnés d'opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif | D. 332-17 | x | x | | x | | |
| Autoriser pour les personnes détenues d'envoyer à leur famille, des sommes figurant sur leur part disponible | R.332-3 | x | x | | x | | |
| Autoriser pour une personne détenue hospitalisée de détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif | R.332-12 | x | x | | x | | |

| | | | | | | | |
|---|-----------------------------------|---|---|---|---|---|--|
| Autoriser pour les personnes détenues de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite | R.332-3 | x | x | | x | | |
| Retenir sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés | D.332-18 | x | x | | | | |
| Autoriser pour les personnes condamnées de recevoir des subsides en vue d'une dépense justifiée par un intérêt particulier | R.332-3 | x | x | x | | | |
| Transmettre au régisseur des comptes nominatifs les sommes d'argent trouvées en possession irrégulière d'une personne détenue pour procéder au versement des sommes au Trésor Public | D.332-19 | x | x | x | x | x | |
| Autoriser la remise à un tiers, désigné par la personne détenue, d'objets lui appartenant qui ne peuvent pas être transférés en raison de leur volume ou de leur poids | R.332-8 | x | x | | x | x | |
| Autoriser le prélèvement par le régisseur des comptes nominatifs de toute somme à la demande des personnes détenues | R. 332-28 | x | x | | x | | |
| Achats | | | | | | | |
| Fixer les prix pratiqués en cantine | D.332-34 | x | | | | | |
| Refuser à une personne détenue de procéder à des achats en cantine | R.332-33 | x | x | | x | | |
| Refuser à une personne détenue de se procurer un récepteur radiophonique ou un téléviseur individuel | R.370-4 | x | x | | x | | |
| Refuser à une personne détenue de se procurer un équipement informatique | R.332-41 | x | x | | x | | |
| Relations avec les collaborateurs du service public pénitentiaire | | | | | | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire de personnels hospitaliers non titulaires d'une habilitation | D. 115-18 | x | x | | x | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnes intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé | D. 115-19 | x | x | | x | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnels des structures spécialisées de soins, notamment des centres de soins d'accompagnement et de prévention en addictologie | D. 115-20 | x | x | | x | | |
| Suspendre l'habilitation d'un personnel hospitalier | D. 115-17 | x | x | | | | |
| Autoriser les personnes extérieures à animer des activités pour les détenus | D. 414-4 | x | x | | | | |
| Instruire les demandes d'agrément en qualité de mandataire d'une personne détenue | R. 313-6 | x | x | | | | |
| Suspendre provisoirement, en cas d'urgence, de l'agrément d'un mandataire d'une personne détenue | R. 313-8 | x | x | | | | |
| Suspendre l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves | D. 341-20 | x | x | | | | |
| Informers le directeur de l'établissement de santé des dispositions utiles à prendre en cas d'hospitalisation d'une personne détenue | D.394 du code de procédure pénale | x | x | x | x | x | |
| Organisation de l'assistance spirituelle | | | | | | | |
| Déterminer des jours, horaires et lieux de tenue des offices religieux | R.352-7 | x | x | | x | | |

| | | | | | | | |
|--|-----------------------|---|---|--|---|---|--|
| Désigner un local permettant les entretiens avec l'aumônier des personnes détenues sanctionnées de cellule disciplinaire | R.352-8 | x | x | | x | | |
| Autoriser à recevoir et conserver les objets de pratique religieuse et les livres nécessaires à la vie spirituelle sous réserve des nécessités liées à la sécurité et au bon ordre de l'établissement | R.352-9 | x | x | | x | | |
| Autoriser les ministres du culte extérieurs à célébrer des offices ou prêches | D. 352-5 | x | x | | x | | |
| Visites, correspondance, téléphone | | | | | | | |
| Délivrer des permis de communiquer aux avocats dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R57-6-5 | R. 313-14 | x | x | | x | x | |
| Délivrer, refuser, suspendre, retirer des permis de visite des condamnés, y compris lorsque le visiteur est un auxiliaire de justice ou un officier ministériel | R. 341-5 | x | x | | x | | |
| Surseoir à faire droit à un permis de visite si des circonstances exceptionnelles obligent à en référer à l'autorité qui a délivré le permis, ou si les personnes détenues sont matériellement empêchées, ou si, placées en cellule disciplinaire, elles ont épuisé leur droit à un parloir hebdomadaire | R.341-3 | x | x | | | | |
| Décider que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation et informer le magistrat saisi du dossier la procédure pour les prévenus et la CAP pour les condamnés | R. 235-11 R.341-13 | x | x | | | | |
| Retenir de la correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée | R. 345-5 | x | x | | | | |
| Autoriser- refuser- suspendre-retirer l'accès au téléphone pour les personnes détenues condamnées ou restreindre les horaires d'accès au téléphone pour les personnes condamnées | R. 345-14 | x | x | | | | |
| Entrée et sortie d'objet | | | | | | | |
| Autoriser l'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques | D.221-5 | x | x | | x | | |
| Notifier à l'expéditeur ou à la personne détenue le caractère non autorisé de la réception ou de l'envoi d'un objet | R.332-42 | x | x | | x | | |
| Autoriser à recevoir des objets par colis postal ou par dépôt à l'établissement pénitentiaire | R.332-43 | x | x | | x | | |
| Autoriser à recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles | R.370-2 | x | x | | x | | |
| Activités, enseignement, travail, consultation | | | | | | | |
| Proposer aux personnes condamnées d'exercer une activité ayant pour finalité la réinsertion | R.411-1 | x | x | | x | x | |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale (dans le cadre de la formation professionnelle à enlever) | R.413-2 | x | x | | x | x | |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de l'enseignement | R.413-6 | x | x | | x | x | |
| Refuser à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement | D. 413-4 | x | x | | | | |

| | | | | | | | |
|---|-------------------------------------|---|---|--|---|---|--|
| Fixer les modalités des consultations des personnes détenues dans le règlement intérieur de l'établissement | R. 411-6 | x | x | | x | x | |
| Signer toutes décisions et documents se rapportant aux attributions relatives à l'inscription sur les listes électorales et au vote par correspondance des personnes détenues, définies par le code pénitentiaire et les articles R. 1 à R. 25 et R. 81 à R. 85 du code électoral. | R. 361-3 | x | x | | x | x | |
| Travail pénitentiaire | | | | | | | |
| Autoriser les personnes détenues à travailler pour leur propre compte | L. 412-4 | x | x | | x | x | |
| Classement / affectation | | | | | | | |
| Décider du classement ou du refus de classement au travail d'une personne détenue après avis de la commission pluridisciplinaire unique | L. 412-5 R. 412-8 | x | x | | x | x | |
| Classer au travail une personne détenue transférée conformément à la décision de classement du chef de l'établissement pénitentiaire de départ, sauf pour un motif lié au bon ordre et à la sécurité de l'établissement. | D. 412-13 | x | x | | x | x | |
| Décider du refus d'affectation d'une personne détenue sur un poste de travail | L. 412-6 R. 412-9 | x | x | | x | x | |
| Suspendre l'affectation de la personne détenue sur son poste de travail (tant au service général qu'en production). | L. 412-8 R. 412-15 | | | | | | |
| Statuer sur la demande de la personne détenue souhaitant suspendre son affectation sur son poste de travail et décider, le cas échéant, d'un refus de suspension (tant au service général qu'en production). | L. 412-8 R. 412-14 | x | x | | x | x | |
| Mettre fin à l'affectation de la personne détenue sur son poste de travail en cas de cessation de l'activité de production | R. 412-17 | x | x | | x | x | |
| Contrat d'emploi pénitentiaire | | | | | | | |
| Signer un contrat d'emploi pénitentiaire avec la personne détenue, lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire | L. 412-11 | x | x | | x | x | |
| Signer la convention tripartite annexée au contrat d'emploi pénitentiaire conclu entre la personne détenue et le donneur d'ordre lorsque ce dernier n'est pas l'administration pénitentiaire | | | | | | | |
| Signer un avenant au contrat d'emploi pénitentiaire en vue de son renouvellement | R. 412-24 | x | x | | x | x | |
| Suspendre le contrat d'emploi pénitentiaire d'une personne détenue lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire (service général) | L. 412-15 R. 412-33 | x | x | | x | x | |
| Rendre un avis, dans un délai de 5 jours, sur la suspension d'un ou plusieurs contrats d'emploi pénitentiaires pour baisse temporaire de l'activité lorsque le donneur d'ordre n'est pas l'administration pénitentiaire (activité en production) | R. 412-34 | x | x | | x | x | |
| Résilier le contrat d'emploi pénitentiaire de la personne détenue lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire (service général), d'un commun accord avec la personne détenue par la signature d'un accord amiable | L. 412-16 R. 412-37 | x | x | | x | x | |
| Résilier le contrat d'emploi pénitentiaire de la personne détenue lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire (service général) pour inaptitude ou insuffisance professionnelle, pour un motif économique ou tenant aux besoins du service après convocation à un entretien préalable | R. 412-38 R. 412-39 R. 412-41 | x | x | | x | x | |

| | | | | | | | |
|---|------------------------|---|---|--|---|---|--|
| Rendre un avis sur la régularité de la procédure de résiliation de plus de 10 contrats d'emploi pénitentiaire pour motif économique lorsque le donneur d'ordre n'est pas l'administration pénitentiaire (activités en production) | R. 412-43 R. 412-45 | x | x | | | | |
| Interventions dans le cadre de l'activité de travail | | | | | | | |
| Agréer les personnes extérieures chargés d'assurer l'encadrement technique de l'activité de travail (tant au service général qu'en production) | D. 412-7 | x | | | | | |
| Autoriser l'utilisation des équipements et outils mis à disposition par le donneur d'ordre pour les activités en production | R. 412-27 | x | x | | x | x | |
| Organiser les mouvements pour assurer la présence de la personne détenue au travail ainsi que la surveillance et la sécurité sur les lieux de travail pour les activités en production | R. 412-27 | x | x | | x | x | |
| Procéder au versement à la personne détenue des rémunérations sur la base des éléments transmis par le donneur d'ordre et de la déclaration aux organismes de sécurité sociale, pour les activités en production | R. 412-27 | x | x | | | | |
| Solliciter l'intervention des services de l'inspection du travail pour l'application des règles d'hygiène et de sécurité aux travaux effectués par les personnes détenues | D. 412-71 | x | | | | | |
| Adresser au service de l'inspection du travail, une réponse motivée précisant les mesures qui ont fait suite au rapport de l'inspection du travail ainsi que celles qui seront prises, accompagnées d'un calendrier de réalisation | D. 412-71 | x | x | | x | | |
| Obligations en matière de santé et de sécurité au travail des personnes détenues : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des personnes détenues conformément à l'article L. 4121-1 du code du travail ; ➤ Veiller à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes ; ➤ Evaluer les risques pour la santé et la sécurité des personnes détenues et élaborer un document unique d'évaluation des risques professionnels en application de l'article R. 4121-1 du code du travail ; ➤ Mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés à l'article L. 4121-2 du code du travail ; ➤ Mettre en place une organisation et des moyens immobiliers et mobiliers adaptés, selon les conditions prévues dans le contrat d'implantation ; ➤ Aménager les lieux de travail de manière à ce que leur utilisation garantisse la sécurité des personnes détenues conformément à l'article L. 4221-1 du code du travail ; ➤ Maintenir l'ensemble des installations en bon état de fonctionnement | D. 412-72 | x | x | | x | x | |
| Informers le Préfet lorsqu'une personne prévenue est affectée sur un poste de travail situé sur le domaine affecté à l'établissement pénitentiaire et à ses abords immédiats, après autorisation du magistrat en charge du dossier | D. 412-73 | x | | | | | |
| Autoriser une personne condamnée à être affectée sur un poste de travail situé sur le domaine affecté à l'établissement pénitentiaire et à ses abords immédiats, en informer le préfet de département et l'autorité judiciaire | | | | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|--|
| en charge de son suivi | | | | | | | |
| Contrat d'implantation | | | | | | | |
| Signer un contrat d'implantation avec une entreprise ou une structure chargée de l'activité en production | R. 412-78 | x | | | | | |
| Résilier le contrat d'implantation conclu une entreprise ou une structure chargée de l'activité en production | R. 412-81 R. 412-83 | x | | | | | |
| Mettre en demeure le cocontractant dès constatation du non-respect des obligations prévues au contrat d'implantation et, en cas d'urgence, assortir la mise en demeure d'une suspension de l'exécution du contrat d'implantation | R. 412-82 | x | | | | | |
| Administratif | | | | | | | |
| Certification conforme de copies de pièces et pour la légalisation de signature | D. 214-25 | x | x | x | x | | |
| Mesures pré-sentencielles et post-sentencielles | | | | | | | |
| Modifier les horaires de présence au domicile ou dans les lieux d'assignation des personnes placées sous ARSE, avec l'accord préalable du JI et lorsqu'il s'agit de modifications favorables à la personne mise en examen ne touchant pas à l'équilibre de la mesure de contrôle | L.632-1 D.632-5 | x | | | | | |
| Saisir le JAP aux fins de retrait de CRP en cas de mauvaise conduite d'une personne condamnée en détention | L.214-6 | x | x | | x | | |
| Statuer sur les demandes de permission de sortie d'une personne condamnée majeure lorsqu'une première permission de sortir a été accordée par le JAP en application de l'article 712-5 du CPP, sauf décision contraire de ce magistrat | L.424-5 D.424-22 | x | | | | | |
| Retirer une permission de sortir précédemment octroyée par le chef d'établissement ou son délégataire | D.424-24 | x | x | | x | | |
| Procéder à la réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur ou décider la réintégration immédiate en cas d'urgence d'une personne condamnée bénéficiant d'une PS, d'un PE ou d'un PSE en cas d'inobservation des règles disciplinaires, de manquement à l'obligation de bonne conduite ou tout autre incident | D. 424-6 | x | x | | x | | |
| Donner un avis au JAP lors des examens en commission d'application des peines | D. 214-21 | x | x | | x | x | |
| Usage de caméras individuelles | | | | | | | |
| Désigner les personnels de surveillance autorisés à porter une caméra individuelle pour filmer leurs interventions dans les conditions prévues à l'art. 2 de la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique | Art.1-II du décret n° 2019-1427 du 23 décembre 2019 | x | x | | | | |
| Divers | | | | | | | |
| Modification favorable des horaires d'entrée et de sortie en cas de placement sous surveillance électronique, semi-liberté, placement extérieur et permission de sortir faisant suite à une autorisation accordée au CE par le JAP | 712-8 du code de procédure pénale | x | x | | x | | |
| Habilitation spéciale des agents afin d'accéder au FIJAIS et d'enregistrer les dates d'écrou, de libération et l'adresse déclarée de la personne libérée | 706-53-7 du code de procédure pénale | x | | | | | |

| | | | | | | | |
|--|---|---|---|--|---|---|--|
| Placement des personnes détenues sous dotation de protection d'urgence ou en cellule de protection d'urgence | Note DAP-SD3 n° 156 du 30 novembre 2010 | x | x | | x | | |
| Réalisation de l'entretien arrivant | RI Art I-3 | x | x | | x | x | |

Fresnes le, 22 mars 2024

Le chef d'établissement,

Jimmy DELLISTE

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA PREFECTURE DU VAL-DE-MARNE**

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S'ADRESSER A :

**Monsieur le Préfet du Val-de-Marne
Direction des Ressources Humaines
et des Moyens**

**21-29 avenue du général de Gaulle
94038 CRETEIL Cedex**

Les actes originaux sont consultables en préfecture

Le Directeur de la Publication

Monsieur Ludovic GUILLAUME

Secrétaire Général de la Préfecture du Val-de-Marne

**Impression : service reprographie de la Préfecture
Publication Bi-Mensuelle**

Numéro commission paritaire 1192 AD